



Se mettre à

nu

Cahier E

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

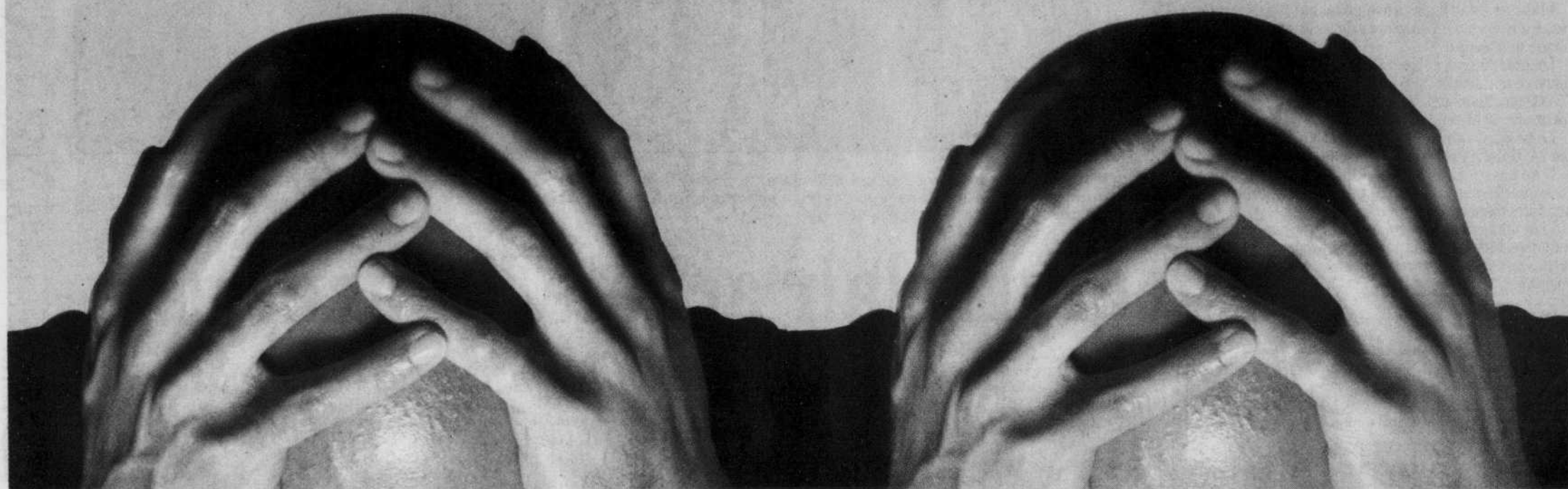
VOL. XCVIII N° 52

LES SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 MARS 2007

2,20\$ + TAXES = 2,50\$

Les intellos dépriment

*La culture québécoise est-elle en crise?
141 intellectuels se prononcent.*



FRÉDÉRIQUE DOYON

« **C**rise de civilisation » « intense », « profonde », « structurelle » et « radicale », « culture en perpétuelle mutation », « période d'ouvertures créatrices aussi bien que période de questionnement, de déchirements », « autre monde, [...] nouvelle morale ».

Ces quelques mots sont tirés des réponses de 141 intellectuels à l'interrogation des sociologues Gérard Bouchard et Alain Roy: la culture québécoise est-elle en crise?

La question de la crise culturelle a balayé le XX^e siècle en Occident. Elle a valu à certains essayistes français le titre de déclinologues et happe maintenant le Québec à peine sorti de la Révolution tranquille. L'essai qui en découle, *La culture québécoise est-elle en crise?*, paru aux Éditions du Boréal (en librairie le 13 mars), tombe donc à point. Il dresse un état des lieux de la culture dans son sens le plus lar-

« J'aime mieux dire qu'on est en transition structurelle profonde que de dire qu'on est en crise; j'aime mieux non pas m'émerveiller de ça mais préserver la faculté d'étonnement devant l'ampleur de cet événement. Une fois qu'on a dit cela, il me semble qu'on a un peu moins d'angoisse, qu'on peut prendre un peu de distance pour le comprendre mieux », dit le sociologue Gérard Bouchard.

gé à la veille des élections imminentes et d'une commission d'étude à venir sur les accommodements raisonnables, que codirige d'ailleurs M. Bouchard

Bien que mitigé, le verdict des intellectuels québécois, résumé dans ses grandes lignes par les deux auteurs au premier chapitre de cet ouvrage, trahit un pessimisme malsain: qu'ils reconnaissent l'état de crise ou non, 64 % des répondants font un constat plutôt négatif. Un défaitisme que Gérard Bouchard refuse de partager et qu'il espère, en publiant son livre, renverser ou à tout le moins énoncer pour mieux le combattre.

« Ce qui m'inquiète le plus, ce n'est pas l'ampleur des problèmes, que je ne songe aucunement à nier, nuance le sociologue en entrevue au *Devoir*, c'est que ça peut inspirer à un grand nombre d'intellectuels un sentiment de démission et d'impuissance. Si ce sentiment-là prédomine, alors là, c'est sûr qu'on s'en va vers la crise: la marchandisation de tout, l'aplatissement généralisé de la culture. »

Auteurs, philosophes, théologiens, historiens, sociologues, économistes, certains plus connus que d'autres (Jacques Godbout, Naim Kattan, Marie-Andrée Lamontagne, Guy Rocher, Laurent-Michel Va-

cher), ont répondu à l'appel des sociologues. À part des extraits de réponses proposés en annexe de l'ouvrage, leurs propos, parfois lumineux mais surtout sombres, ne sont jamais identifiés dans l'analyse, qui s'en tient aux grandes idées.

Crise des référents

Les propos négatifs convergent généralement vers la perte des repères et la crise des valeurs, remplacées par d'autres, plus trompeuses: hédonisme, narcissisme, conformisme, vulgarité, culte du vécu, de la performance et de l'immédiat, etc. Celles-ci s'incarnent dans différentes sphères: la famille, l'éducation, la politique, l'environnement... Ces critiques reflètent un état du monde qui a basculé au cours des dernières décennies, affirme Gérard Bouchard.

« Notre société fait face à des problèmes considérables, une situation sans précédent, des mutations incontrôlables qui ébranlent de vieux équilibres symboliques

VOIR PAGE A 10: INTELLOS

Querelle entre candidats péquistes sur le tracé de la 30

François Rebello traite son collègue de « gonzo »

KATHLEEN LÉVESQUE

Les gros mots ne fusent pas seulement entre adversaires en campagne électorale. Une querelle vient d'éclater entre deux candidats péquistes voisins, François Rebello et Michel Pinard, qui défendent des positions opposées dans un dossier qui touche leurs circonscriptions de la Rive-Sud, celui du prolongement de l'autoroute 30.

Du coup, M. Rebello qualifie son collègue de « gonzo ».

C'est un court article publié mercredi dans l'hebdomadaire *Le Reflet* qui a mis le feu aux poudres. Le candidat péquiste dans Châteauguay, Michel Pinard, y affirme qu'un gouvernement du Parti québécois ne changerait pas le tracé de la 30 tel qu'établi par les libéraux, question de faire accélérer

VOIR PAGE A 10: QUERELLE

Autres informations en pages A 2, A 3, A 4, B 1, B 2, B 3 et B 4

INDEX

Actualités..... A5	Idées..... B5
Annonces..... C8	Monde..... A8
Avis publics... C6	Mots croisés... D5
Bourse..... C2	Météo..... C8
Carrières..... C5	Perspectives... B1
Décès..... C8	Rencontres... D2
Économie..... C1	Sports..... C9
Éditorial..... B4	Sudoku..... C8

HÔPITAL PIERRE-BOUCHER

Quatre salles d'opération flambant neuves resteront inutilisées jusqu'en 2008

L'Agence de la Montérégie ne prévoit l'embauche d'aucun anesthésiste avant l'an prochain

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Modernisé et agrandi au coût de 60 millions de dollars, l'hôpital Pierre-Boucher, à Longueuil, dispose de quatre nouvelles salles d'opération flambant neuves qui risquent fort de rester inutilisées, faute de personnel. *Le Devoir* a en effet appris que les derniers plans d'effectifs médicaux présentés par l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie ne pré-

voient aucun anesthésiste supplémentaire pour l'exercice 2007, laissant sur le carreau toute une équipe de chirurgiens pourtant fin prête à accélérer la cadence.

Le chef du service de chirurgie de l'hôpital, le D^r Christian Chouinard, ne cache pas sa frustration de voir que rien n'a été prévu pour alimenter en sang neuf les nouvelles salles d'opération. « Un chirurgien ne peut pas opérer seul. Il a besoin d'un anesthésiste.

VOIR PAGE A 10: HÔPITAL

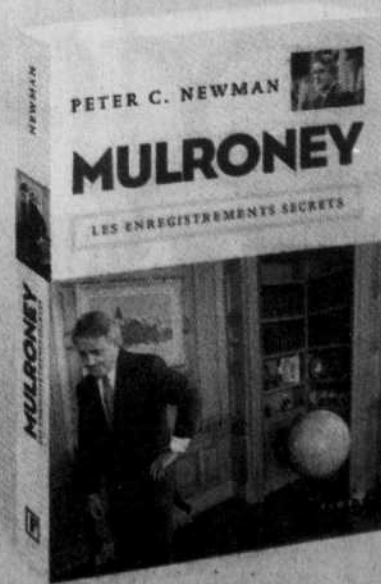


À 28 chirurgiens, l'unité était plus que prête à mettre les bouchées doubles.

À VOS MONTRES!

À 2h, la nuit prochaine, il faudra avancer montres, horloges et autres pendules d'une heure. Bonne nuit!

Enfin disponible en français!



PETER C. NEWMAN
Mulroney
Les enregistrements secrets

F FIDES 70ans
de bonnes lectures

www.editionsfides.com

QUÉBEC 2007

Une « réingénierie » de l'État plutôt modeste

JOCELYNE RICHER

André Boisclair s'est prononcé publiquement pour la réduction de la taille de l'État, mais il ne voit pourtant aucun problème à augmenter le nombre total de fonctionnaires au service du gouvernement du Québec.

Ce scénario, s'il s'avère, viendrait imprimer à l'administration publique un mouvement inverse à celui donné par les libéraux de Jean Charest depuis 2003.

En vue de réduire la taille de l'État, jugé trop lourd et trop coûteux, le gouvernement libéral a érigé en dogme la politique voulant qu'on ne remplace qu'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite. Cette politique a permis depuis d'abolir 3700 postes.

Or le chef du Parti québécois a dit hier qu'il avait l'intention de se montrer beaucoup plus souple à ce chapitre s'il prend le pouvoir.

« Cette façon de faire, elle est trop rigide. Cette façon de faire nous amène parfois à négliger des missions fondamentales qui sont celles de l'État québécois », a-t-il déclaré, en point de presse, se disant allergique au « mur à mur ».

Il a précisé que, sous sa gouverne, le nombre de fonctionnaires de tel ministère — comme celui du Développement durable et celui du Revenu, par exemple — pourrait augmenter, tandis qu'il diminuerait dans d'autres.

Mais, au total, il n'a présenté aucun plan visant à réduire le nombre d'employés de l'administration publique québécoise.

Du côté libéral, l'objectif consistait, en 2003, à réduire ce nombre de 20 % en 10 ans — pour passer de 75 000 fonctionnaires à environ 60 000 —, principalement par attrition.

Le projet de « réingénierie » de l'État tel que conçu par M. Boisclair est en fait beaucoup plus modeste.

Il se borne à s'engager à fixer à 18 le nombre maximal de ministres faisant partie de son cabinet et à réduire d'autant celui de ministères.

« Les mesures paramétriques [qui s'appliquent partout dans l'administration publique] sans tenir compte de la sensibilité de certaines missions, cette époque est terminée », a-t-il indiqué hier.

Presse canadienne

Le débat, un test de crédibilité

JOCELYNE RICHER

Le débat des chefs de mardi prochain constituera un test de crédibilité pour les trois chefs de parti, a soutenu hier le leader du Parti québécois, André Boisclair.

Contrairement à ses deux adversaires, Jean Charest, du Parti libéral, et Mario Dumont, de l'Action démocratique, M. Boisclair en sera à son premier débat des chefs dans le cadre d'une campagne électorale.

« Une des clés sera celle de la crédibilité », a-t-il répondu, en point de presse, lorsqu'il a été interrogé sur la question de savoir quel serait, de tous les enjeux abordés durant le débat, celui qui serait le plus déterminant.

Il a vanté sa « feuille de route », qui contient les engagements du parti, et son cadre financier « réaliste » comme des arguments de vente pour les électeurs incertains qui regarderont le débat à la télévision afin de se faire une idée.

« Nous avons la crédibilité pour prendre ces engagements. Nous avons l'équipe pour les réaliser. Je pense que ça va trancher énormément avec la réalité de l'Action démocratique du Québec, qui n'a toujours pas chiffré ses engagements électoraux; et quant à la parole de M. Charest, on a bien vu ce que cela a donné en campagne électorale en 2003 », a-t-il dit.

En 2003, le débat des chefs avait marqué un tournant dans la campagne et positionné les libéraux de Jean Charest sur le chemin de la victoire, quand le chef libéral avait déstabilisé son adversaire péquiste, Bernard Landry, en relançant des déclarations récentes de l'ancien premier ministre Jacques Parizeau sur le vote ethnique.

Presse canadienne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le chef du Parti québécois, André Boisclair, a accusé Jean Charest d'avoir menti à la population en disant que les pétroliers ne refilerait pas aux consommateurs la redevance qui leur est exigée. Cela n'a pas empêché M. Boisclair d'affirmer qu'il maintiendrait la taxe verte s'il était élu.

Boisclair achète la taxe verte

Le chef péquiste promet un crédit d'impôt à ceux qui utilisent les transports en commun

ROBERT DUTRISAC

Même s'il s'agit d'une nouvelle taxe imposée aux consommateurs, le chef du Parti québécois, André Boisclair, s'il est élu premier ministre, maintiendra la redevance de 200 millions par an exigée par le gouvernement Charest à l'industrie pétrolière et gazière.

Au cours d'un point de presse où il a dévoilé les engagements de son parti en ce qui a trait aux transports en commun, André Boisclair a dénoncé le « mensonge » de Jean Charest, qui avait soutenu que cette nouvelle taxe verte, prévue dans le plan de lutte contre les changements climatiques, ne serait pas refilée aux consommateurs par les pétroliers.

Dans la foulée du dévoilement de ce plan vert, l'industrie pétrolière a indiqué que cette redevance s'ajouterait au prix de l'essence affiché à la pompe. De cette somme de 200 millions, de 100 à 120 millions devront être versés par les pétroliers qui s'empresseront de refiler la facture aux consommateurs. Il s'agit d'une taxe verte qui pourrait osciller entre 1 ¢ et 1,3 ¢ le litre d'essence. Tous les combustibles fossiles comme le mazout et le gaz naturel sont visés par cette redevance.

Adoptée en décembre, la loi 52 sur la mise en œuvre de la stratégie énergétique est en vigueur depuis le 1^{er} janvier. Mais le gouvernement doit confirmer par décret le montant de la redevance pour 2007, et il revient à la Régie de l'énergie de définir les modalités d'application de la redevance et son partage entre les différents raffineurs et distributeurs. En décembre, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Claude

Béchar, avait indiqué que cette redevance ne sera exigée qu'à compter du printemps, le temps d'arrêter la réglementation.

André Boisclair a dévoilé hier les engagements de son parti en matière de transports en commun, ce qui l'a mené hier à emprunter le train de banlieue de Rosemère à Montréal, caméras obligent.

Le Parti québécois propose d'instaurer un crédit d'impôt remboursable équivalent à 10 % du prix des laissez-passer mensuels, un pourcentage qui serait porté à 20 % pour les étudiants. Il s'agit d'une mesure dont le coût s'élève à 45 millions par an.

Le chef péquiste s'est également engagé à investir 700 millions de plus en cinq ans dans l'amélioration de la desserte des transports en commun et de la fréquence du service, notamment celle des trains de banlieue. Dans la grande région de Montréal, la priorité ira à une liaison rapide entre la rive sud et le centre-ville, a mentionné M. Boisclair. Dans la région de Québec, les liens entre la rive sud et la rive nord seront également améliorés. « Les annonces d'aujourd'hui concrétisent notre volonté de réduire les émissions de gaz à effet de serre du Québec tout autant que sa dépendance au pétrole et la pollution de l'air », a souligné M. Boisclair.

Encore Philpot le polémiste

Interrogé sur un autre écrit du candidat dans Saint-Henri-Sainte-Anne, Robin Philpot, cette fois-ci dans son livre *Le Référendum volé*, André Boisclair a choisi de ne pas faire de commentaires. « Ce n'est pas Michaëlle Jean qui va venir distraire la campagne électorale », a-t-il laissé tomber.

Dans ce livre publié en 2005, Robin Philpot écrit, page 46: « Le Canada garde des institutions impériales qui lui permettent d'offrir à des personnalités publiques du pouvoir, du prestige et de l'argent afin de maintenir son emprise notamment sur le Québec. C'est sous cet angle qu'il faut voir la nomination de Michaëlle Jean au poste de gouverneure générale en août 2005: légitimer un gouvernement libéral qui n'a pas l'autorité morale de gouverner. (Cette nomination sert aussi à légitimer le coup d'Etat du 29 février 2004, en Haïti, auquel le Canada a participé.) »

Par ailleurs, à l'issue de son point de presse, André Boisclair a été accosté par le président de la Communauté congolaise de Montréal, Lucien Moka, qui a donné sa propre interprétation de la thèse de Robin Philpot sur le génocide du Rwanda. « M. Philpot, ce qu'il a écrit, c'est vrai. Le génocide comme tel, c'est un mot qu'ils ont inventé pour camoufler tout ce qui s'est passé avant et après le 4 avril 1994 [date du début des massacres]. »

Les 4,5 millions de morts au Congo, « on n'en parle pas », a avancé M. Moka. « On met en exergue 850 000 morts [au Rwanda] alors que c'est un chiffre qui a été gonflé et il n'y a pas de preuve. Personne n'a jamais su et personne n'a voulu savoir ce qui a déclenché le génocide. C'est un complot interne. »

André Boisclair a tenu à se distancer des propos de son interlocuteur en exprimant toute sa confiance à l'endroit du Tribunal pénal international, chargé de faire la lumière sur le génocide rwandais, « un processus qui a été mené de façon transparente et démocratique ».

Le Devoir

Sur le bio, l'écologie et la santé globale

EXPO MANGER santé

Pour prendre sa santé en main!

[514] 332-1005 • ENTRÉE: 10\$ • WWW.EXPOMANGERSANTE.COM



AU MENU
de nombreux exposants,
démonstrations culinaires,
conférences et ateliers...
pour vous!

MONTREAL
16- 17 et 18 mars
Palais des congrès
Vendredi : 11 h à 20 h
Samedi : 10 h à 18 h
Dimanche : 10 h à 17 h

QUÉBEC
31 mars et 1^{er} avril
Centre des congrès Nouveau lieu
Samedi : 10 h à 18 h
Dimanche : 10 h à 17 h

Conférence publique

Le texte mis à nu

Dans leur série de conférences sur les fonctions contemporaines du droit, le Centre de recherche en droit public et la Faculté de droit accueillent

M. Claude Hagège,
Le linguiste et les mots du mariage,
professeur honoraire au Collège de France.

Le mardi 13 mars, à 16 h 30

www.crdp.umontreal.ca
www.droit.umontreal.ca

Université de Montréal
3200, rue Jean-Brillant
Salle B-2245



Faculté de droit
Université **um**
de Montréal

QUÉBEC 2007

**Bijouterie
Gambard**
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE
MONTRÉAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

Dumont lève le ton contre ceux qui livrent une « chasse aux sorcières »

NORMAN DELISLE

Sainte-Thérèse — Le chef de l'Action démocratique Mario Dumont dénonce la « chasse aux sorcières » dont sont victimes les candidats de sa formation politique pendant la campagne électorale.

M. Dumont a levé le ton hier alors qu'il visitait une garderie en compagnie de ses candidats dans les Basses Laurentides. Il considère que « le processus de chasse aux sorcières a déjà dépassé les bornes ».

Ce sont les révélations au sujet de son candidat dans Nicolet-Yamaska, Eric Dorion, qui ont fâché le chef adéquiste. Il a été révélé que M. Dorion, quand il était jeune, avait commis des infractions qui lui ont valu un casier judiciaire.

M. Dumont a fait valoir que l'infraction en question datait d'une quinzaine d'années et que M. Dorion s'était largement réhabilité depuis, notamment en ouvrant un centre d'aide aux alcooliques et aux toxicomanes à Sainte-Angele-de-Laval.

Le centre s'appelle « De l'autre côté de l'ombre ». Ce centre a accueilli des gens célèbres, comme le chanteur Marc Hamilton, qui, en guise de reconnaissance pour sa réhabilitation, travaille maintenant à l'élection du candidat Dorion.

« M. Dorion a un parcours humain remarquable. Il nous a tout dévoilé son passé. Non seulement on l'a accepté, mais on en voudrait plus comme lui », a dit le chef de l'ADQ.

M. Dumont a contre-attaqué: « Les chasses aux sorcières sur le lointain passé des gens dépassent les bornes, alors qu'on a des ministres qui ont gaspillé des centaines de millions de dollars, qui ont laissé souffrir des gens sur des listes d'attente », a-t-il dit.

Le chef de l'ADQ a rappelé

qu'aucun parti politique ne rend publics les casiers judiciaires de ses candidats.

« À l'intérieur du gouvernement, des gens ont eu des malchances alors qu'ils étaient en fonction, inscrites au plumitif. À ma connaissance, M. Charest n'a pas émis de communiqué de presse pour dire à quel endroit sur l'autoroute c'est arrivé », a ajouté M. Dumont dans une allusion évidente aux députés libéraux, dont un ministre, qui ont déjà été reconnus coupables de conduite en état d'ébriété.

Excédé en défendant ses candidats, M. Dumont a même ridiculisé un candidat libéral du centre-ville de Montréal, Vahid Vidah-Fortin.

« Vous me lancez sur le terrain de la méchanceté. Le gars qui remplissait les frigidaires pour l'ADQ à la dernière élection — je me demande s'il est resté jusqu'à la fin car il ne les remplissait pas bien — est candidat libéral dans Hochelaga-Maisonneuve », a lancé M. Dumont.

Présente aux côtés de M. Dumont, la candidate adéquiste dans Groulx, Linda Lapointe, a pour sa part eu à justifier pourquoi elle était subitement devenue candidate adéquiste après avoir souhaité devenir candidate libérale en février dernier.

« J'avais des réserves à l'endroit de M. Dumont, mais je l'ai rencontré, et j'ai rencontré un homme accessible, sympathique et très bien articulé », a dit Mme Lapointe pour justifier sa subite conversion.

Mme Lapointe se déclare seule candidate non souverainiste dans la circonscription de Groulx puisque le député libéral sortant, Pierre Descôteaux, a déjà publiquement avoué ses sympathies souverainistes.

Presse canadienne



Monique Jérôme-Forget a établi à 6,3 milliards le coût de la plateforme adéquiste.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les libéraux chiffrent les promesses de l'ADQ: 6,3 milliards

MARTIN OUELLET

Aussi dépensier que Québec solidaire, un gouvernement de l'Action démocratique du Québec (ADQ) replongerait le Québec dans la spirale des déficits, ont soutenu hier des ministres libéraux.

Additionnés un à un, les engagements électoraux de l'ADQ atteignent 6,3 milliards de dollars, selon la présidente du Conseil du trésor et candidate dans Marguerite-Bourgeoys, Monique Jérôme-Forget, qui a présenté en conférence de presse une évaluation « rigoureuse et conservatrice » du cadre financier de l'ADQ.

Pour assurer un certain vernis de crédibilité à son évaluation, le Parti libéral du Québec (PLQ) a fait vérifier ses estimés par l'économiste François Vaillancourt, de l'Université de Montréal.

À moins d'augmenter taxes et impôts, le programme adéquiste ramènerait le Québec en déficit, conclut Mme Jérôme-Forget, qui était accompagnée de la présidente de la campagne électorale du PLQ et ministre de la Culture, Line Beauchamp, et d'Alain Paquet, député sortant de Laval-des-Rapides.

Les trois candidats ont été envoyés au front en l'absence du chef libéral, Jean Charest, qui a préféré garder profil bas hier, pour assister, à l'instar des deux

autres chefs, aux funérailles du policier de Laval, Daniel Tessier.

Mais contrairement à ses adversaires qui ont multiplié les activités et tenu leur point de presse quotidien en matinée, M. Charest s'est contenté d'une brève entrevue sur les ondes d'une radio anglophone de Montréal et d'une entrevue éditoriale avec le journal agricole *La Terre de chez nous*.

En présentant une évaluation maison du programme de l'ADQ, le Parti libéral tente de forcer la main à son chef, Mario Dumont, qui retarde la divulgation du coût des engagements de son parti.

« Nous trouvons inacceptable qu'avant le débat des chefs, on ne nous présente pas les chiffres comme il se doit. Si Mario Dumont veut fermer des hôpitaux, qu'il le dise », a lâché Mme Jérôme-Forget.

Placés sous la loupe libérale, les engagements adéquistes sont encore plus coûteux que ceux de la formation de gauche Québec solidaire, dont le cadre financier, comprenant une pléiade de mesures sociales, se chiffre à 6,1 milliards.

Le programme de l'ADQ comporte en outre des dépenses additionnelles de 4,7 milliards et une diminution des revenus, par des baisses d'impôt pour les sociétés, de 1,6 milliard.

Conclusion de Mme Jérôme-Forget:

le plan de l'ADQ est « irresponsable », « manque de rigueur » et est « irréaliste ».

Selon elle, Mario Dumont et le président du parti, Gilles Taillon, connaissent fort bien les implications financières de leur programme mais préfèrent en taire la teneur, parce qu'ils savent qu'ils vont se faire « planter », a-t-elle illustré.

Des trois partis politiques ayant des chances d'accéder au pouvoir, l'ADQ est le seul à ne pas avoir chiffré ses engagements, préférant attendre de connaître l'ampleur des transferts fédéraux qui seront annoncés dans le prochain budget du gouvernement conservateur, prévu le 19 mars.

En comparaison, le cadre financier du Parti libéral totalise des engagements de 4,5 milliards, alors que celui du Parti québécois, le plus frugal, est de 3,5 milliards.

Pour la présidente de la campagne libérale, Line Beauchamp, le chef de l'ADQ a maintenant le devoir de mettre cartes sur table.

« C'est une question de transparence et de respect des électeurs. Nous, nos chiffres n'ont pas été attaqués. En campagne électorale, il est important que les électeurs puissent comparer les programmes », a-t-elle fait valoir.

Presse canadienne



Mario Dumont

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



Par un collectif d'auteurs
Sous la direction de
Renaud GAGNON et
Nicole TREMBLAY

L'effet IM

Des intelligences pour multiplier
le plaisir d'apprendre

288 pages - 34,15 \$
ISBN 978-2-7601-6649-3

La pédagogie des intelligences multiples
peut se vivre partout en classe.

GUÉRIN, éditeur Itée
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Restauration de tableaux

FIXIT

œuvres anciennes et contemporaines

Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal
514-484-8332
www.themrfixit.com
DEPUIS 1953

François Gendron

avocat

L.L.L., M.A., Ph.D.

Montréal
514.845.5545

LA FORCE DU DROIT

Achetons tableaux canadiens

Paul-Émile Borduas
Paterson Ewen
Marcelle Ferron
Pierre Gauvreau
Lise Gervais
Rita Letendre
Jean McEwen
Marcelle Maltais
Guido Molinari
J-P. Mousseau

Achat à Montréal du 15 au 16 mars
Appelez MAINTENANT pour un rendez-vous

Lynda Marie Shearer, Canadian Art Group Cellulaire: 1.416.774.8575
55 Avenue Rd. #2975 www.canadianartgroup.com
Toronto M5R 3L2 canadianart@bellnet.ca

INVITATION

Photo: © Hélène Dorion



Photo: © Pierre Bastien



Le jeudi 15 mars à 17 h 30
assistez au lancement de l'essai

Le souffle du passage
Poésie et essai chez Fernand Ouellette
de Denise Brassard
et du recueil de poésie
L'Inoubliable, Chronique III
de Fernand Ouellette
à la Librairie Gallimard

Librairie Gallimard

3700, boul. Saint-Laurent, à Montréal. Entrée libre.

• l'HEXAGONE vlb éditeur

QUÉBEC 2007

Les accommodements

Les évêques plaident pour un dialogue raisonnable

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Le débat sur les accommodements raisonnables est « rempli de confusion entre ce qui est religieux et ce qui est culturel », estime l'Assemblée des évêques catholiques du Québec (AECQ), qui appelle au dialogue pour démêler calmement les fils de ce sujet explosif.

L'AECQ a choisi d'attendre que la poussière retombe un peu sur cette question avant de faire une sortie publique et de prendre une position plutôt nuancée. « Nous ne voulons pas trancher d'avance dans ce débat, c'est délibéré », a indiqué hier au téléphone M^{re} Louis Dicaire, évêque auxiliaire à Saint-Jean-Longueuil et membre du Comité des communications de l'Assemblée. Selon M. Dicaire, les évêques veulent toutefois contribuer à la réflexion en devenant « partenaires » de celle-ci.

« Il y a beaucoup de confusion dans ce débat et c'est surtout au niveau religieux que ça accroche », dit M^{re} Dicaire. Dans ce contexte, l'AECQ estime important que la société « puisse démêler ce qui est d'ordre religieux et ce qui est d'ordre culturel », puisque c'est ce flou qui génère les antagonismes. « Quand on perçoit les demandes d'accommodements d'un groupe quelconque comme un caprice, on

n'est pas sur un bon chemin. On ne sait pas ce qui est de l'ordre du caprice ou du besoin réel. C'est pour ça qu'il faut réaliser un dialogue ouvert et accueillant. »

L'enjeu de ce débat n'est pas mince, dit M^{re} Dicaire: il s'agit essentiellement de redéfinir notre identité. D'où l'importance de bien le mener. « La commission Taylor-Bouchard permettra qu'on ait une pensée globale sur cette question, plutôt qu'on fasse du cas par cas comme on l'a fait jusqu'ici. » L'AECQ offre ainsi de collaborer à cette commission, « pour autant que [sa] présence soit sollicitée ». L'Assemblée publiera par ailleurs dans quelques semaines une brochure de 80 pages intitulée *Le dialogue interreligieux dans un Québec pluraliste*.

La délicate notion d'accommodement raisonnable fait l'objet d'une controverse depuis l'automne dernier. Un YMCA de Montréal avait alors installé, à la demande d'une communauté juive orthodoxe voisine, des fenêtres givrées afin de cacher des regards les femmes qui s'y entraînaient. Par la suite, la municipalité d'Hérouville avait défrayé la manchette en adoptant un code de « normes de vie » destiné aux immigrants et interdisant notamment de lapider les femmes...

Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'atteinte des objectifs de Kyoto

La pub libérale est mensongère, disent les écologistes

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Plusieurs groupes écologistes québécois ont réclamé hier du Parti libéral du Québec qu'il retire sa « publicité mensongère », soit l'annonce télévisée dans laquelle le premier ministre Jean Charest affirme que, « d'ici 2012, nous allons atteindre les objectifs de Kyoto ».

Pour la coalition Québec-Vert-Kyoto, qui représente une cinquantaine de groupes environnementaux, l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), STOP, la Fondation Rivières et la Sierra Club du Canada et le mouvement Au courant, il ne suffit pas qu'une annonce télévisée soit approuvée par l'agent officiel d'un parti. Aucune annonce, ont-ils soutenu, ne devrait être « mensongère », surtout si elle est contredite par des chiffres officiels publiés par le gouvernement.

Les « objectifs du protocole de Kyoto », qu'appuie le premier ministre dans l'annonce controversée, sont archi-connus: au Canada, il s'agit de ramener les émissions entre 2008 et 2012 à 6 % sous le niveau historique des émissions de 1990.

Mais, selon les chiffres publiés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), ont fait valoir les groupes écologistes, le Québec atteindra le niveau de -6 % en 2012 seulement, soit une année sur les cinq exigées par le protocole.

Le Québec rejetait 85,3 Mt en

1990. Pour « atteindre les objectifs de Kyoto », il doit les ramener à une moyenne de 80,2 Mt pendant cinq ans. Or il n'atteindra, selon le plan québécois divulgué l'été dernier, ce niveau d'émissions qu'en 2012, ce qui implique qu'il dépassera la moyenne quinquennale exigée. Jamais Québec n'a nié ce fait de quelque manière que ce soit.

Grâce aux 356 millions versés récemment par Ottawa, le Québec réalisera 62,5 % de l'objectif quinquennal exigé par Kyoto, ont démontré les groupes. Il devrait donc aller chercher ailleurs une réduction supplémentaire de quelque 22 Mt en cinq ans pour faire ce qu'affirme sa publicité. Mais avec l'ajout de la centrale thermique de Bécancour, les deux ports méthaniers de Rabaska et de Gros-Cacouna, l'exploration gazière et pétrolière du golfe, ils doutent que le Québec atteigne même son objectif une fois en cinq ans.

Le premier ministre Jean Charest n'a pas commenté hier la demande de retrait de cette publicité télévisée, un des thèmes fondateurs de l'image de son parti en environnement.

Toutefois, sa ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp, a commenté l'affaire hier, accusant les groupes écologistes d'utiliser « des mots qui sont nettement exagérés ».

« Je dois réviser votre préambule, comme vous le savez, nous avons déposé un plan qui a été salué comme étant le meilleur à l'échelle de l'Amérique du Nord. Nous avons obtenu des félicitations de Greenpeace; c'est un plan qui a été corroboré par David Suzuki. Je veux juste

vous faire remarquer que nous avons obtenu, grâce à une entente que nous avons été capables de signer avec le gouvernement fédéral, plus d'argent qu'espéré, 350 millions pour appliquer ce plan. Nous réfutons les allégations de porte-parole de ce matin et nous disons que nous sommes en mesure, à l'aide d'un plan qui a été salué comme le meilleur plan en Amérique du Nord et avec l'argent que nous avons obtenu, nous sommes capables d'atteindre les objectifs que tous les Québécois souhaitent atteindre. »

De son côté, le ministre du Développement durable, des Parcs et de l'Environnement, Claude Beauchamp, répétait sensiblement les mêmes propos sur les ondes de Radio-Canada, mais en soulignant que son plan avait été appuyé par Greenpeace et d'autres groupes, comme la Fondation Suzuki. Comme d'habitude, le ministre n'était pas disponible pour une entrevue avec *Le Devoir*.

Mais du côté de Greenpeace, le porte-parole, Jocelyn Desjardins, nuance l'« appui » accordé au plan québécois.

Greenpeace, a-t-il dit, n'a pas accordé un appui inconditionnel au plan lui-même mais a plutôt « appuyé les efforts du Québec pour aller chercher de l'argent du côté fédéral » afin d'augmenter l'efficacité de ce plan, ce qui est différent.

« Greenpeace a toujours dit que ce plan était parfait, a poursuivi son porte-parole. Il reste une vingtaine de mégatonnes à aller chercher pour qu'il corresponde aux objectifs de Kyoto. C'est certainement plus facile de terminer ce travail, amorcé substantiellement, que d'ob-

tenir du Canada qu'il assume ses responsabilités, ce qui est pour nous l'objectif principal à ce stade-ci. Nous croyons, comme l'a dit le vice-président Al Gore, que le Québec a un rôle important à jouer dans ce domaine en Amérique du Nord et nous croyons que le plan québécois mérite d'être amélioré encore. »

Du côté d'Équiterre, Sidney Ribaux, son coordonnateur, affirmait que « l'objectif du Québec n'est pas celui de Kyoto; mais si Québec veut aller plus loin que son plan actuel, c'est à lui de le dire ». Pour le coordonnateur d'Équiterre, le plan québécois « s'insère dans un effort global pour faire avancer le Canada et les États-Unis », et c'est le Canada, pas le Québec, qui a appuyé l'objectif de réduire les émissions à -6 % sous la barre de 1990.

De son côté, Jean-François Nollet, lui aussi d'Équiterre, a reconnu que le Québec n'atteindra la cible de 6 % sous la barre de 1990 qu'une année sur cinq. « Mais, dit-il, le plan québécois n'en est pas moins louable et demeure plus exigeant que celui des autres provinces ». Il explique que le nouveau plan que vient de dévoiler la Colombie-Britannique vise à ramener les émissions de cette province à 10 % sous la barre de 1990, mais seulement en 2020.

En conférence de presse, Daniel Green, au nom du Sierra Club du Canada, avait soutenu que le plan de la Colombie-Britannique venait probablement de déclasser celui du Québec.

Avec la collaboration d'Antoine Robitaille
Le Devoir

La justice sociale au cœur de nos débats

Les Soirées Relations

Du maintien de la paix à la militarisation : le rôle du Canada dans le monde?

Comme initiateur des forces du maintien de la paix, le Canada a longtemps joui d'une image emblématique sur la scène politique internationale. Toutefois, on constate aujourd'hui un changement majeur du rôle des Forces armées canadiennes sur la scène mondiale. Le Canada semble s'aligner de plus en plus sur la logique sécuritaire et agressive de l'administration étasunienne. L'industrie militaire canadienne joue-t-elle un rôle dans cette dynamique? Les concepts d'impérialisme et d'expansionnisme peuvent-ils être utiles pour comprendre ces changements de cap? Nous aborderons ces questions avec :

• **Frédéric-Guillaume Dufour**, chercheur au Département de relations internationales de l'Université Sussex et à la Chaire-MCD (Mondialisation, citoyenneté et démocratie) de l'UQAM;

• **Aude-Emmanuelle Fleurant**, chercheuse au Groupe de recherche sur l'industrie militaire et la sécurité (GRIMS) de l'UQAM;

• **Yannick Quéau**, enseignant au Campus Fort-Saint-Jean et chercheur au GRIMS.

À Montréal

Le lundi 12 mars 2007, de 19 h à 21 h 30

Maison Bellarmin, 25, rue Jarry Ouest, Montréal

(métro Jarry ou de Castelnau - stationnement à l'arrière)

Renseignements : Mouloud Idir (514) 387-2541 / midir@cjf.qc.ca

Contribution suggérée: 5 \$

Site internet: www.cjf.qc.ca

LES SOIRÉES RELATIONS SONT ORGANISÉES PAR LE CENTRE JUSTICE ET FOI, 25 RUE JARRY OUEST, MONTRÉAL, QC H2P 1S6 - INFO : 514-387-2541

PETIT-DÉJEUNER TÉMOIGNAGE

Association des anciens Brébeuf

Jeudi 29 mars 2007 à 7h15

Les défis du Québec au-delà des partis pris

Conférencière invitée
Dominique Vachon
Économiste de renom



Lieu Club universitaire de Montréal
2047, rue Mansfield, Montréal

Tarifs Membre cotisant 25 \$
Membre 40 \$
Non-membre 50 \$
Table corporative 300 \$

Inscription et information 514 342-9342, poste 5305
anciens@brebeuf.qc.ca
Rés. avant le 27 mars 2007 - Tenue d'affaires

Fiers commanditaires des petits-déjeuners témoignages

FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE

McMILLAN BUNCH MENDES

Fiers partenaires de l'Association des anciens

Raymond Chabot Grant Thornton

LE DEVOIR

LE CLUB UNIVERSITAIRE DE MONTRÉAL

LOBBY

L'AGENDA

L'HORAIRE TÉLÉ, LE GUIDE DEVOS SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir le samedi

Tout un monde!



Allemagne | Autriche | Belgique | Caraïbes | Espagne | France | Grande-Bretagne | Grèce | Italie | Mexique | Pays-Bas

VACANCES transat

Voyager vrai.

20 ans d'expérience

EUROPE

Réservez avant le 31 mars

et épargnez jusqu'à

400\$

par couple avec Club Voyages

Forfaits Plus | Vol, hébergement, petits-déjeuners et transferts

Paris

Hôtel Mercure Paris Bercy ★★★+
Départs du 7 au 28 avril
7 nuits à partir de **1199\$**

Hôtel Mercure Montmartre ★★★+
Départs du 7 au 28 avril
7 nuits à partir de **1299\$**

Londres

Avni@Courtfield ★★★
Départs 3 et 10 mai
7 nuits à partir de **1299\$**

Nice

Hôtel Mercure Centre Notre Dame ★★★+
Départs du 31 mai au 10 juin
7 nuits à partir de **1549\$**

Voitures en France

Réservez avant le 17 mars et obtenez un rabais supplémentaire de 50\$

Hertz longue durée | 17 jours
Super Plan Protection Plus inclus

Catégorie A économique 379\$

Achat-rachat Peugeot | 17 jours

206 Trendy essence 14 429\$

Réservez une cat. "B" économique et obtenez une cat. "C" compact 449\$

207 Executive Pack essence 16 489\$

Trésors de Flandre et Amsterdam

Vol, hébergement et visites guidées

Découvrez la Belgique et les Pays-Bas. Faites une escapade à Bruges, Anvers et Amsterdam.

Apartment Citadines Sainte Catherine ★★★

Départ 10 avril
8 jours/7 nuits **1099\$**

Croisière et séjour

Vol, croisière, hébergement, plusieurs repas et transferts

Grèce | La magie de Minos

4 jours de croisière dans les îles grecques et en Turquie, 4 jours en Crète, 3 jours à Santorin, 3 jours à Athènes.

Départ le 15 avril
15 jours/14 nuits
2499\$

Forfaits balnéaires

Vol, hébergement et transferts

Espagne

Costa Brava | Blanes

Vol direct sur Barcelone | Hôtel Blaucel ★★★
2 repas par jour
8 jours/7 nuits | Départs 12 et 26 mai **1359\$**

Italie

Campanie | Agropoli

Vol direct sur Rome | Hôtel La Darsena ★★★
3 repas par jour
8 jours/7 nuits | Départs 6 et 13 mai **1699\$**

clubvoyages 1 866 777-0608
www.clubvoyages.com



Offrez-vous la LIBERTÉ. Grâce à notre programme de financement, payez en 6 versements égaux. Détails en agence* et des milles de récompense AIR MILES™. Le seul réseau d'agences à offrir et échanger les milles de récompense AIR MILES™.

Départs de Montréal. Tous les prix sont par personne en occupation double, incluant les rabais et taxes applicables. Les prix sont ceux en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées les 10 et 11 mars 2007. Frais de dossier du garant inclus. *Offre aux locations de 6 jours ou plus sur la catégorie "C" économique plein de base. Surclassement et assurance non inclus. (L'occupation de 150\$ par personne est valable à l'achat d'un forfait à forfait couvrant pour un séjour de 7 nuits/jours ou plus en occupation double. S'applique aux départs entre le 1^{er} avril et le 31 octobre 2007. Le rabais additionnel de 50\$ par personne de Club Voyages n'est pas inclus dans les prix annoncés. Pour les détails et conditions générales, veuillez vous référer aux brochures Juin 2006-2007, Octobre-Novembre 2007 et Europe 2007-2008 de Vacances Transat. Valeur effective sur les milles de Air Transat, Canair et WestJet. Vacances Transat est une division de Transat Tours Canada Inc. et est titulaire d'un permis de Québec (no. 825121). Ses bureaux sont situés au 300, rue Léo-Paré, bureau 200, Montréal (Québec) H2V 4C2. *PROSPERITÉ ET FINANCEMENT. Hébergement minimum 6 versements égaux. Certains conditions s'appliquent. Consultez le site www.clubvoyages.com. Offre de base de 1 mille par tranche d'achat de 50\$ est admissible sur une seule sélection de forfaits (consultez le www.clubvoyages.com). Ceci est offert des tranches de 50\$ échelonnées contre 375 milles de récompense Air Miles et est valable jusqu'au 6 mai. Prix excluant le 3,50\$/1000\$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

ACTUALITÉS

Adieux émouvants au policier Daniel Tessier

2000 policiers escortent leur collègue à son dernier repos

ROLLANDE PARENT

Laval — De nombreux moments forts ont marqué hier les funérailles civiques du policier lavallois Daniel Tessier, mort par balles le 2 mars à l'âge de 42 ans, alors qu'il participait à une perquisition à Brossard reliée à un trafic de drogue.

La fille cadette du défunt, Véronique, âgée de 12 ans, a dit en vouloir à l'homme qui a tué son père. Raymond Gravel, aumônier pendant 12 ans des policiers de Laval et élu récemment député bloquiste, a blâmé les médias, jugés trop sensationnalistes et trop mercantiles. Mais la charge émotive la plus forte s'est produite quand la conjointe du défunt, Dominique Lapointe, s'est adressée directement à son époux, comme si elle était seule avec lui. Son propos a fait monter les larmes chez bon nombre de personnes qui assistaient à la cérémonie religieuse, à l'église Saint-Vincent-de-Paul, à Laval.

Une longue ovation a d'ailleurs suivi. Le premier ministre Jean Charest et le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, ont reconnu avoir été très touchés par ce témoignage.

Policier à Repentigny, Dominique Lapointe a indiqué d'entrée de jeu avoir rédigé son «hommage à [son] amour Daniel», le jour même du drame, en soirée.

«Tu es parti injustement et trop rapidement. Jamais je n'aurais pensé qu'un jour mon cœur se casserait sous le poids de la peine, de la colère et de l'incompréhension», a-t-elle dit.

Après avoir énuméré plusieurs qualités et traits de caractère de son homme, elle lui a dit: «Daniel, tu as été mon amour, mon amant, mon chum, ma force et un excellent père. Je jure que je vais m'occuper des deux petites grenouilles [Marie Andrée, 13 ans, et Véronique] à 100 % avec de l'amour pour deux.»

«Regarde tous les gens qui sont là pour te dire au revoir. On t'a organisé un gros party, mais au lieu de



CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

De nombreux hommages, souvent très émouvants, ont été rendus au policier mort au cours d'une opération qui a mal tourné.

boire du vin, on va utiliser des mouchoirs», a-t-elle poursuivi.

«Tu disais souvent qu'on a toujours deux choix dans la vie, de se laisser abattre ou de se relever les manches et de combattre», a-t-elle dit avant d'être étreinte par les sanglots pendant de longues secondes.

Avant elle, sa fille Véronique avait lu son texte avec beaucoup d'aplomb. «Si j'avais su qu'il se passe-

rait quelque chose comme ça, je l'aurais empêché d'aller travailler ce matin-là», a déclaré Véronique.

«J'en veux beaucoup à ce vendeur de dope de l'avoir tué», a-t-elle asséné.

Quant au député Gravel, qui a vu Daniel Tessier 12 heures avant sa mort, dans un salon funéraire, il a critiqué une certaine couverture médiatique.

«Dieu n'est pas dans cette tempête médiatique que certains ont alimentée allègrement, sans savoir de quoi ils parlaient. Ce n'est pas de cette façon qu'on trouve la vérité», a fait valoir le député et prêtre, qui est un proche de la famille Tessier depuis de nombreuses années.

«Dieu n'est pas non plus dans le sensationnalisme journalistique que certains médias recherchent tant

pour augmenter leur cote d'écoute. Ça ne fait qu'alimenter la haine, l'incompréhension des gens», a-t-il ajouté.

Pour sa part, le directeur du Service de police de Laval, Jean-Pierre Gariépy, a mentionné avoir reçu quelque 1000 messages de citoyens par Internet. L'un d'eux disait que la mort violente du policier Tessier «prouvait à quel point la drogue représente un fléau».

Le collègue de travail du policier Tessier, Stéphane Forbes, assistait aux funérailles. Il portait un bandeau au bras, où il a reçu une balle lors de l'opération à Brossard.

Environ 2000 policiers venus de partout en Amérique du Nord étaient à Laval pour rendre un dernier hommage à leur collègue.

Presse canadienne

3^e campagne de financement de la Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Un succès inouï!

Merci aux 4 972 donateurs!

À 13 428 867 \$, la campagne de financement 2001-2006 de la Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (FUQAT) a presque doublé l'objectif de départ de 7 M\$.



En discussion avec l'animateur Alexandre Castonguay, M. Raymond Grenier, président du comité de placement de la Fondation, a rassuré les gens quant à la gestion des fonds qui sont confiés à la Fondation. «Nous appliquons les règles de saine gestion, a-t-il déclaré, pour assurer la pérennité de la Fondation et garantir aux donateurs que leurs dons sont bien utilisés en fonction des objectifs de départ.»



L'hommage rendu à M. Donald R. Murphy, président de la Fondation et de la troisième campagne de financement, a constitué la partie la plus émouvante de la soirée. M. Murphy est en effet décédé en cours de mandat. Régionaliste doté d'une vision planétaire, il a contribué considérablement au développement du Nord-du-Québec et de l'Abitibi-Témiscamingue. Convaincu de l'importance de la formation et de la recherche universitaires, il a participé à l'obtention des lettres patentes de l'UQAT et à la création de la Fondation en 1983. Son fils Patrick a prononcé son éloge. Puis, la rectrice Jean et le président Maheux ont remis à son épouse Claire une œuvre exprimant la reconnaissance de la Fondation et de l'Université envers cet homme de si grande envergure.



Une soirée empreinte d'émotion et de fierté! L'argumentaire de la cérémonie reposait sur la double métaphore de l'enfant qui rêve d'avenir et la région qui a réalisé son rêve d'une université à part entière. Par cette soirée, la Fondation tenait à remercier toutes les personnes et les entreprises qui ont contribué à cet énorme succès.

Les membres du cabinet de la campagne Faire autrement étaient le regretté Donald R. Murphy, président de la campagne, M. Maurice Boutin, de Raymond Chabot Grant Thornton, qui a accepté de lui succéder, M. Marcel Côté, président de Secor, M. André Caillé, alors président d'Hydro-Québec, M. Pierre Brochu, vice-président principal chez CGI, M. Jean-Louis Dulac, président du conseil d'administration d'Uni-Select, M. Henri Drouin, alors président du conseil d'administration de Rona, M. Frank A. Dottori, alors président et chef de la direction de Tembec, M^{me} Gisèle Desrochers, première vice-présidente ressources humaines et administration de la Banque Nationale, M. Alban d'Amours, président du Mouvement Desjardins, M. André-Yves Fortier, président de Ressources Campbell, M. Henri Massé, président de la FTQ, M. Gildas Minville, vice-président de Domtar, M^{me} Guyline Saucier, administrateur de sociétés, et M. Serge Savard, associé chez Thibault, Messier, Savard et associés.

Ému, le président de la Fondation, M. Pierre Maheux, a remercié les 4 972 personnes et entreprises qui ont contribué à cette campagne de financement de la Fondation. «Cet extraordinaire succès, a-t-il affirmé, nous vous le devons à vous, qui croyez en l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et qui faites confiance à sa Fondation.» La FUQAT a divulgué ces résultats au cours d'une cérémonie à la fois émouvante et haute en couleurs qui a eu lieu au Théâtre du Cuivre.



Le ministre des Ressources naturelles et de la Faune, M. Pierre Corbeil, a réitéré que la formation et la recherche de niveau universitaire sont essentielles au développement socioéconomique de la région et du Québec. «Si nous voulons être concurrentiels, innover, garder et attirer les jeunes en région, nous devons soutenir notre université,» de conclure M. Corbeil. Il s'est réjoui de ce que la Fondation souligne avec autant d'émotion le travail de M. Donald R. Murphy, un visionnaire, un développeur et un grand amoureux de sa région. «Aujourd'hui, a-t-il affirmé, les membres du conseil d'administration de la Fondation poursuivent son œuvre et le rêve de ce bâtisseur s'est concrétisé de façon exceptionnelle. Comment mieux outiller une région que de lui ouvrir les portes au savoir!»

FAIRE autrement

ondation
de l'Université du Québec
en Abitibi-Témiscamingue

LES ACTUALITÉS

La grande illusion



Gil Courtemanche

André Boisclair est un homme intelligent et il savait fort bien que son orientation sexuelle le rattraperait dans cette campagne et qu'elle serait décriée publiquement ou dans le secret des réunions de cuisine. Toutefois, un peu partout dans les lieux bien éduqués, on avait choisi de faire comme si et de ne pas inscrire son homosexualité dans la colonne de ses handicaps politiques. On avait choisi de faire comme si tout le Québec avait évolué sur cette question de société au même rythme que Montréal.

On avait choisi de faire comme si le discours social essentiellement urbain de tolérance et d'ouverture, de cosmopolitisme serein et d'accueil des différences était devenu le discours et la croyance de tous les Québécois. J'ai longtemps partagé cette grande illusion, que l'incroyable démagogue Louis Champanne est venu souligner avec ses propos homophobes à la radio, tout comme le discours homophobe et misogynne du candidat adéquate Jean-François Plante. Pourtant, d'autres événements auraient dû nous rappeler que le vieux Québec conservateur n'avait pas rendu l'âme.

Je me souviens de Jeff Fillion et de milliers de personnes, dont Mario Dumont, protestant pour qu'il conserve le droit à l'injure, au racisme et à la discrimination. Dans les milieux très urbains que je fréquente, on avait vu cette poussée d'urticaire social comme une sorte d'aberration regrettable mais pittoresque: les derniers Mohicans de la planète Québec. J'essayais de dire que le Québec n'avait pas évolué au même rythme que son discours officiel et on me répondait parfois que je tombais dans le colonialisme: Montréal progressiste, régions conservatrices.

Puis, le centre du Québec, le royaume de Fillion, a fait confiance à Stephen Harper. Encore une fois, on n'y a vu que l'aberration historique passagère. Ces Québécois avaient eu une poussée de fièvre délirante car, rappelait-on, le vrai Québec, c'était celui qui s'était opposé à la guerre en Irak, qui avait légalisé l'avortement, favorisé le contrôle des armes à feu et ouvert la porte aux mariages entre conjoints de même sexe. Dans cette approche unanime et optimiste, on oublie un Québec qui n'est pas si ancien, celui de l'Union nationale, du Parti créditiste, on oublie des décennies de nationalisme socialement conservateur et profondément religieux, une grande partie de la population des régions qu'on pourrait appeler les «victimes» de la Révolution tranquille. On oublie surtout que les lois et les règlements changent rapidement les droits mais modifient très lentement les croyances, les valeurs sociales et les comportements individuels. Comme le soulignait avec justesse Jean Charest à propos de l'égalité des femmes, il n'est pas facile de changer en situation de fait une situation de droit.

Plus récemment, le code de conduite a fait les choux gras de la télé montréalaise, qui a pris le parti d'en rire plutôt que de se demander si ce texte n'avait pas des résonances profondes dans des dizaines de milliers de foyers québécois. Des dizaines de communautés en région se sont reconnues dans les craintes ignorantes d'Hérouxville. Dans beaucoup de régions

où on n'a jamais vu un musulman sauf à la télé, pris une bière avec un homosexuel (car ils se cachent), loué un appartement à un Haïtien ou employé une lesbienne, l'homosexualité, l'avortement, le mariage gai, le hijab, l'immigration, tous ces phénomènes qui vivent ouvertement en ville sont perçus, en partie avec raison, comme des signes de dissolution du «vrai-Québec», comme la fin d'une époque qu'on aimait. C'est ce bassin encore important de citoyens que cible Mario Dumont en jouant les accommodements déraisonnables, les bulletins avec des notes et le refus des libérations conditionnelles aux récidivistes. Mario Dumont, originaire de Rivière-du-Loup, sait très bien que le vieux Québec est encore bien vivant.

En simplifiant, on pourrait dire que la société québécoise possède deux pères: Lionel Groulx et René Lévesque. Le conservatisme social protecteur de la communauté nationale menacée et le progressisme étatique qui veut assoier la nation dans la modernité et le progrès. C'est contre Lionel Groulx que s'est faite la Révolution tranquille, contre le giron religieux, mais avec la fierté nationale. D'un point de vue social, le Québec est devenu, grâce au Parti québécois, une des sociétés les plus progressistes du monde. Le discours progressiste du PQ sur le Québec inclusif dans sa diversité est devenu le discours québécois, la description officielle de ce que nous sommes. Ceux qui ont contribué à rédiger ce texte — j'en fais partie — ne se sont jamais demandé s'il avait été lu et accepté par tout le monde.

Parce que nous défendions et codifions des valeurs universelles, nous étions certains que ces valeurs faisaient l'unanimité. Proclamer son adhésion à des valeurs et pratiquer la mise en application de ces valeurs dans le quotidien, c'est deux choses. Ces nouvelles valeurs «québécoises» sont nées essentiellement des bouleversements qu'a connus Montréal. Les problèmes qu'elles tentent de résoudre sont presque exclusivement de Montréal. La question linguistique est montréalaise, tout comme le sont, dans la vie quotidienne, le port du hijab, l'intégration massive des immigrants, les gangs de rue, la présence de plus en plus affirmée de la communauté gaie ou la place des religions à l'école. De larges couches de la population en région, des gens qui ne sont ni racistes ni foncièrement homophobes, vivent ces bouleversements de la société non pas dans leur vie quotidienne mais à travers les médias. Ils ont l'impression qu'on construit un nouveau pays qui n'est pas nécessairement le leur, un pays dans lequel on accueille des femmes voilées et dans lequel on bannit les crucifix, un pays multicolore alors qu'ils l'ont toujours vu uniformément blanc. Et pour défendre leur identité qu'ils sentent menacée, ces gens des régions affirment finalement haut et fort ce conservatisme qui fait partie de leur identité.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Lutte contre les gaz à effet de serre

Les écologistes dénoncent le plan albertain

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Le plan albertain de réduction des émissions de gaz à effet de serre de ses grands émetteurs, annoncé jeudi, constitue une véritable mystification de la population canadienne parce que, sous couvert de réduction dans l'intensité des émissions de l'industrie pétrolière de cette province, l'Alberta autorise les producteurs des sables bitumineux à augmenter d'ici 2020 de 72 % leurs émissions au-dessus du niveau historique de 1990, s soutenu hier l'Institut Pembina, de Gatineau.

En comparaison, le Canada s'est engagé dans le protocole de Kyoto à ramener ses émissions à 6 % sous le niveau de 1990 pendant les cinq années comprises entre 2008 et 2012.

Pour Johanne Whitmore, de l'Institut Pembina, les objectifs adoptés par l'Alberta vont autoriser les producteurs albertains à doubler leurs émissions par rapport au niveau de 2003 tout en demeurant conformes aux nouvelles normes sur la réduction de l'intensité des

émissions. Une norme basée sur l'intensité exige que les producteurs réduisent progressivement les émissions de GES requises pour produire chaque baril de pétrole. Mais comme la production peut être augmentée pratiquement sans limite, les émissions annuelles, même si elles sont moindres par baril, finissent par augmenter globalement en termes absolus, ce que veut précisément éviter le protocole de Kyoto.

La possibilité pour les sociétés pétrolières de verser de l'argent à un fonds pour atteindre leurs objectifs formulés en termes d'intensité constitue une autre forme de camouflage de l'inertie de cette province et de son industrie, selon l'Institut Pembina. Personne, explique Mme Whitmore, ne pourra savoir ce que paieront les compagnies et dans quelle mesure elles vont ou non respecter leurs objectifs. La nouvelle réglementation prévoit même que cette information doit demeurer secrète.

De plus, ajoute-t-elle, la nouvelle réglementation est «pleine de trous». Ainsi, on accorde une exemption de

conformité pendant trois ans aux nouvelles usines. Le Pembina accueille cependant comme un pas dans la bonne direction, selon la formule traditionnelle, la création d'un groupe de travail sur la séquestration du carbone, une stratégie dans laquelle le gouvernement Harper a décidé d'investir 150 millions il y a deux jours. Mais, ajoute Mme Whitmore, ces études risquent encore une fois de repousser la mise en place de mesures concrètes. Les écologistes ont aussi dénoncé l'aide fédérale, la qualification de gaspillage de fonds publics au profit de l'industrie la plus subventionnée du Canada et l'une des plus riches.

L'Institut Pembina a réclamé de nouveau du gouvernement albertain qu'il impose à son industrie pétrolière les objectifs de réduction des GES prévus au protocole de Kyoto, ce qui, a-t-il établi dans une récente étude déposée au Parlement fédéral, coûterait 1 \$ par baril, soit beaucoup moins que ce que les spéculateurs imposent chaque semaine aux consommateurs.

Le Devoir

Parcomètres: plus chers pour la cause...

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Alors que des associations de commerçants commencent à s'organiser pour contester la hausse des tarifs de parcomètres, entrée en vigueur en janvier dernier, l'administration municipale a tenté hier de donner un vernis écologique à la nouvelle tarification.

La Ville a convoqué une conférence de presse hier pour expliquer sa décision de faire passer les tarifs de parcomètres à 3 \$ dans le centre-ville et à 2 \$ sur les artères commerciales. Les conseillers Marvin Rotrand et Michel Labrecque ont soutenu qu'il s'agissait là d'un choix «écologique», qui vise à décourager l'utilisation de l'automobile.

«C'est le premier pas vers un plan de transport qui sera déposé bientôt et favorisera les transports en commun», plaide le conseiller de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce Marvin Rotrand.

Il soutient qu'une tarification plus élevée incitera les résidents à recourir davantage au vélo ou à la marche pour faire leurs emplettes.

Il allègue même qu'il deviendra plus facile de trouver une place de stationnement puisque les automobilistes occuperont moins longtemps chacune des places.

Les conseillers soulignent par ailleurs que les nouveaux tarifs montréalais se comparent avantageusement à ceux des autres grandes villes canadiennes.

Le président du Conseil régional de l'environnement, Robert Perreault, est lui aussi venu appuyer la mesure, qui fait l'objet de critiques de la part de plusieurs associations de commerçants. «Nous appuyons cette mesure parce qu'il faut qu'on change les habitudes de circulation en ville», a fait valoir M. Perreault, qui aurait cependant préféré que les 20 millions ainsi recueillis dans

les poches des automobilistes servent à l'amélioration des transports en commun plutôt que de retourner dans les fonds consolidés de la Ville et dans les arrondissements.

Depuis deux semaines, des commerçants se mobilisent pour contester les augmentations de tarifs. Le mouvement a commencé sur la promenade Fleury, dans le nord de la ville, mais il s'étend maintenant aux commerçants de l'avenue du Parc, ceux-là mêmes qui ont fait reculer le maire sur le changement de nom de l'artère.

La plupart des parcomètres, soit 60 %, sont installés dans le centre-ville, où le tarif est passé de 2 \$ à 3 \$. Sur la plupart des autres rues commerçantes, il est plutôt de 2 \$. Dans certains arrondissements, on trouve aussi des parcomètres moins coûteux, soit entre 0,75 \$ et 1,50 \$.

Le Devoir

Étude sur le rôle de la forêt dans les changements climatiques

Ottawa — Des chercheurs de plusieurs universités canadiennes unissent leurs efforts pour mieux comprendre le rôle que joue la forêt boréale dans les changements climatiques.

Les scientifiques savent que les écosystèmes terrestres peuvent absorber une partie du carbone et d'autres gaz à effet de serre générés par l'activité humaine.

Ils savent aussi que l'exploitation forestière, le déboisement, les espèces d'arbre en place ainsi que certains phénomènes naturels peuvent influencer la capacité de captation de carbone des forêts.

Les chercheurs manquent cependant de données précises qui leur permettraient de prédire les résultats de certains événements et d'établir des stratégies efficaces pour contrer le réchauffement de la planète ou s'y adapter. C'est cette lacune que le nouveau Programme canadien du carbone, annoncé hier à Ottawa, vise à combler.

Ce réseau pancanadien fera de la surveillance et des prévisions de concentration de carbone pour l'ensemble du continent nord-américain.

Selon le professeur Hank Margolis, de l'Université Laval, la déforestation génère plus de gaz à effet de serre à l'échelle planétaire que l'industrie des transports. C'est pourquoi il est si important de s'y attarder, a-t-il fait valoir.

D'après M. Margolis, les analyses du programme permettront de prédire les effets d'événements comme des invasions d'insectes ou des sécheresses prolongées sur la quantité de carbone dans l'air et sur le climat.

On pourra aussi mesurer l'efficacité de certaines mesures, comme le reboisement, dans la lutte contre le réchauffement de la planète.

Presse canadienne

TOURS CHANTECLERC

la qualité à tous prix

vous offre l'Europe!

TOUS LES DÉPARTS
CIRCUITS EUROPE SONT GARANTIS!

Carlson Wagonlit Voyages

1 800 227-5766
www.cwvacances.caRBC
récompensesLes titulaires de cartes RBC
Récompenses* reçoivent maintenant
le double ou le triple des points RBC
Récompenses* avec CW!

Économisez jusqu'à 500\$* par couple sur les circuits Europe et obtenez un rabais additionnel** en réservant avec Carlson Wagonlit Voyages**!

Croisière en Europe du Nord
à partir de
1714\$*
12 jours / 11 nuits
Angleterre - Norvège
Hollande
Départs : le 18 juillet
et le 9 août 2007.

Trésors de Russie
à partir de
4 654\$*
Circuit de 14 jours
incluant 33 repas
Départ le 17 ou
30 septembre 2007.

Escapade à Prague
à partir de
2 264\$*
Séjour de 8 jours
incluant 10 repas
Départs : 19/05, 21/07,
11/09, 06/10/2007.

Slovénie Croatie
à partir de
4 209\$*
Circuit de 15 jours
incluant 29 repas
Départ du 22/09 au
06/10/2007.

* Montagne déclinée de la Banque Royale du Canada. ** Montagne déclinée de Carlson Wagonlit Voyages. ** Prix par personne, en occupation double, incluant toutes les taxes et réductions selon les conditions de la brochure Circuits Europe et Croisières 2007. Les prix de cette publicité sont garantis pour toute réservation jusqu'au 30/03/07 mais peuvent augmenter advenant une augmentation de taxes, de redevances ou de frais autorisés par une autorité publique compétente. Après cette date, les prix pourraient être modifiés advenant une augmentation de nos coûts. Voir à ce sujet les conditions générales des brochures, rubrique «prix». La TPS et la TVQ sont incluses lorsque applicables. Les prix n'incluent pas le coût de la contribution des clients au fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages détalants de 3,50\$ CAN par tranche de 1 000\$ CAN. Permis du Québec. ** Applicable uniquement sur les nouvelles réservations des circuits Europe effectuées entre le 10 et le 19/03/2007 inclus. PA 1123

SOLDES
JUSQU'À 60%

DOICE
UOMO

Pour Elle
277, av. Laurier O.
514-270-6154
Centre de Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
514-277-7558

LES ACTUALITÉS

Les hommes nus sont là pour de bon



PAUL ELLIS AFP

UNE CENTAINE D'HOMMES NUS, statues de fonte identiques, pourront rester sur la plage anglaise de Crosby à regarder la mer, et ce, pour l'éternité. Après une bataille de plusieurs mois, la municipalité de cette petite ville du nord-ouest de l'Angleterre a décidé d'autoriser de manière permanente l'exposition de ces cent hommes, œuvres de l'artiste britannique Antony Gormley, qui ont suscité non seulement une vive polémique depuis leur installation, en juillet 2005, mais aussi beaucoup d'intérêt. Certains de leurs opposants ont dénoncé leur nature «offensive». Des gardes-côtes ont souligné le risque de voir des promeneurs s'aventurer dans des sables mouvants pour mieux voir les hommes nus, disséminés sur trois kilomètres, et se faire surprendre par la marée montante quand les statues de 700 kilos sont elles-mêmes submergées. Certains défenseurs des oiseaux ont aussi affirmé que l'augmentation du nombre de promeneurs mettait en danger leur subsistance. L'an dernier, la mairie avait donc décidé de ne pas prolonger l'exposition Another Place. Mais elle a finalement changé d'avis mercredi soir après que les responsables de l'exposition eurent accepté de changer de place une douzaine de statues et de réduire de 232 à 195 hectares l'espace dans lequel elles sont installées, à même le sable. Antony Gormley s'en est dit «absolument ravi». «Tellement de gens ont apporté leur soutien» à cette exposition «dans ce cadre extraordinaire», a-t-il dit.

Le Canada reçoit une bonne note pour ses efforts dans sa lutte contre la maladie de la vache folle

Ottawa — Les efforts du Canada pour lutter contre l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), la maladie de la vache folle, viennent d'être reconnus par l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), une organisation internationale influente.

Un comité de l'OMSA recommande que le Canada fasse partie du premier petit groupe de pays à être inclus dans la catégorie «risque contrôlé» en ce qui a trait à cette maladie. Les États-Unis devraient aussi faire partie de ce groupe même si la liste n'a pas encore été officiellement publiée.

Cette reconnaissance pourrait ouvrir les marchés mondiaux au bœuf canadien et donner une dimension scientifique aux arguments juridiques du Canada contre les pays qui refuseraient de rouvrir leurs marchés.

Le directeur de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, le Dr Brian Evans, s'est réjoui de

ce développement qui, selon lui, indique aux Canadiens que la communauté internationale respecte les mesures élaborées par le Canada et la manière dont elles ont été mises en application.

L'OMSA a déposé sa recommandation le mois dernier. Les 168 pays membres ont 60 jours pour y réagir. La ratification officielle de la recommandation pourrait ensuite survenir au cours de l'assemblée générale annuelle, en mai.

Aucune opposition à la catégorisation canadienne n'aurait encore été exprimée.

Et puisque l'OMSA est reconnue par l'Organisation mondiale de la santé, le Canada pourrait utiliser son nouveau statut pour déposer des plaintes commerciales officielles contre les pays qui continueraient à bloquer les importations de bœuf canadien.

Le ministre fédéral de l'Agriculture, Chuck Strahl, s'est lui aussi réjoui de cette situation.

«Si la catégorisation préliminaire est acceptée, cela fournira des preuves additionnelles, appuyées par les experts en santé animale, selon lesquelles le Canada a pris des mesures responsables pour gérer [la crise de] l'ESB, des mesures reconnues internationalement», a-t-il dit.

L'OMSA a décidé en 2005 d'adopter de nouvelles catégories de risque en ce qui a trait à cette maladie. Les trois catégories sont «risque négligeable», «risque contrôlé» et «risque indéterminé». Des pays comme l'Australie, où aucun cas de vache folle n'a jamais été rapporté, iront probablement dans la première catégorie.

Le Canada ne sera pas inclus dans cette catégorie avant 2013 au plus tôt en raison de règles qui stipulent que 11 ans doivent s'être écoulés depuis la naissance de l'animal touché du plus récent cas détecté d'ESB.

Presse canadienne

Michaëlle Jean parle de sécurité et de développement à Kandahar

JOHN COTTER

Kandahar, Afghanistan — La gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, a complété hier une visite de deux jours en Afghanistan en visitant des travailleurs humanitaires et des militaires canadiens.

Mme Jean a rencontré des employés de l'Agence canadienne de développement international au complexe de l'équipe provinciale de reconstruction à Kandahar.

Elle est ensuite retournée à la base militaire principale à l'aéroport de Kandahar pour rencontrer les jeunes soldats qui escortent des convois d'approvisionnement, souvent la cible des talibans.

À la fin de sa visite de deux jours, la gouverneure générale a estimé que les conditions en Afghanistan ne peuvent être améliorées que par un mélange de sécurité et de développement.

«Vous ne pouvez pas penser au développement sans avoir de stabilité et de sécurité», a-t-elle déclaré. Le développement amène aussi de

la sécurité et de la stabilité. Ça va dans les deux sens.»

Elle a également répété que plus de pouvoirs devaient être donnés aux femmes afghanes pour faire évoluer le pays. «Donnez la reconnaissance nécessaire aux initiatives des femmes et vous allez voir des solutions se dessiner — à propos de l'analphabétisme, à propos de l'éducation, à propos de la santé, à propos de l'accès à l'eau», a-t-elle dit.

Jeudi, elle avait déclaré au président afghan, Hamid Karzaï, que le futur de l'Afghanistan dépendait des femmes.

Mme Jean, qui est commandante en chef des Forces armées canadiennes, a porté hier une attention particulière aux soldats subalternes, avec qui elle a passé beaucoup de temps.

Elle a demandé à un conducteur de camion comment il faisait pour reculer son énorme véhicule de transport. Elle a ensuite pris place dans un RG-31 — un véhicule de patrouille fortement blindé —, où un soldat lui a montré com-

ment faire bouger la mitrailleuse téléguidée sur le toit du véhicule.

«Je suis très heureuse qu'une personne aussi importante prenne le temps de venir nous voir et qu'elle soit intéressée par ce que nous faisons», a déclaré la caporale Véronique Thibeaux, du 2^e Bataillon du Royal New Brunswick Regiment.

Des officiers ont offert une visite privée de la base à la gouverneure générale, qui a pu voir des exemples de dispositif explosif de circonstance (IED) et des véhicules canadiens endommagés.

Les médias ont été tenus à l'écart et n'ont pu photographier la scène, au cours de laquelle on lui a montré notamment des véhicules blindés légers dont les roues avaient été arrachées par des explosions, des camions percés de trous de balles et la carcasse tordue d'un véhicule blindé Nyala.

Mme Jean a également fait une visite privée à l'hôpital de la base.

Presse canadienne

Besoin d'un peu de substance durant la campagne électorale ?

Presses de l'Université du Québec

Réalités nationales et mondialisation

Sous la direction de Robert Bernier

Ce livre s'intéresse, entre autres, à l'état de l'opinion publique québécoise en regard de la mondialisation, et propose une analyse tirée d'un sondage portant sur l'économie et la gouvernance, l'Irak et les États-Unis ainsi que sur la perception de l'immigration au Québec.

65\$

Médias et démocratie

Le grand malentendu
2^e édition revue et augmentée

Anne-Marie Gingras

Quels sont les liens de dépendance entre les médias et les pouvoirs politiques et économiques ? Quel est le rôle politique des médias ?

34\$

MÉDIAS et DÉMOCRATIE
LE GRAND MALENTENDU

2^e ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE
ANNE-MARIE GINGRAS

Presses de l'Université du Québec

Vision 2025

Le Saguenay-Lac-St-Jean face à son avenir

Marc-Urbain Proulx

Précis dans les diagnostics effectués, vigoureux dans les pronostics formulés et réaliste dans les thérapeutiques proposées, cet ouvrage s'adresse à tous ceux à qui l'avenir du Saguenay-Lac-Saint-Jean tient à cœur.

40\$

VISION 2025
Le Saguenay-Lac-Saint-Jean face à son avenir

Presses de l'Université du Québec



Disponible chez votre libraire ou au www.PUQ.ca

Société de développement des entreprises culturelles
Québec

LE MONDE

Prisonniers fantômes en Afrique de l'Est

JEAN-PHILIPPE RÉMY

L'affaire rappelle, à s'y méprendre, le traitement subi par les suspects interpellés dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » dans d'autres régions du monde, avec son cortège d'entorses graves aux règles du droit international. En Afrique de l'Est, un réseau régional de pays alliés de Washington et se livrant à des transferts de prisonniers hors de tout cadre légal apparaît peu à peu au grand jour.

Le premier point d'ancrage de ce réseau se trouve au Kenya. Une vague d'arrestations y a commencé, au début du mois de janvier, alors que les troupes éthiopiennes achevaient de chasser du pouvoir, en Somalie voisine, les forces de l'Union des tribunaux islamiques. Au sein de ce mouvement hétéroclite se trouvaient des éléments extrémistes soupçonnés d'héberger un petit groupe d'hommes liés au mouvement djihadiste al-Qaïda, ainsi que des combattants « étrangers » accusés par l'Éthiopie d'être liés à des organisations « terroristes ». Des ressortissants de pays arabes, européens ou nord-américains s'étaient bien glissés dans les rangs des tribunaux islamiques. Restait à établir s'ils entretenaient effectivement des liens avec des groupes proches d'al-Qaïda, comme l'affirment les autorités éthiopiennes.

Pour le déterminer, un dispositif a été mis en place, côté kenyan, pour arrêter les combattants islamistes fuyant la Somalie. Le filet s'est refermé aussi bien sur des hommes que sur des femmes et des enfants qui tentaient d'échapper aux combats. Le nombre exact des personnes placées en détention dans des postes de police, surtout à Nairobi, ne peut être établi avec exactitude, la plupart des détenus n'ayant pas pu entrer en contact avec l'extérieur. En février, la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya (KNCHR) a dénoncé « l'arrestation arbitraire et la détention, hors de tout cadre légal, de plus de soixante-dix Kenyans et non-Kenyans ». Njonjo Mue, conseiller de la KNCHR, se désole encore : « Nous avons demandé à avoir accès aux détenus. Cela nous a été refusé, sans explication ».

Depuis plusieurs semaines, le Forum pour les droits de l'homme des musulmans (MHRF) s'efforce de dresser des listes de ces détenus, incomplètes par définition. Leur dernière évaluation, hier, estime à présent à 155 le nombre de détenus qui ont finalement été transférés en Somalie.

« Nous avons pu voir certains détenus en nous rendant dans les postes de police le soir, quand il est plus facile de sonder les officiers de garde », note un responsable du MHRF, qui ajoute : « Nous avons recueilli des témoignages de détenus qui ont été sortis de leur cellule et amenés dans des hôtels de la ville pour y être interrogés par des agents britanniques ou amé-

ricains, puis ramenés dans leur lieu de détention, sans pouvoir être assistés par un avocat ».

Les cellules kenyanes, dans l'intervalle, ont été vidées. Dix de leurs occupants ont été libérés, tandis que la majorité a été transférée en Somalie. Les détenus se trouvent à présent à Mogadiscio, notamment dans un centre de détention à l'aéroport, ou à Baidoa, « capitale bis » du gouvernement fédéral de transition (GFT) appuyé par l'Éthiopie.

Éthiopie

Mais la Somalie n'est qu'un point de passage vers d'autres lieux de détention. Sur les 155 personnes en provenance de Nairobi qui y ont été envoyées, représentant, selon le KNCHR, 22 nationalités, un nombre important a déjà été transféré en Éthiopie pour y être interrogé, et où, relève Amnesty International, les détenus sont « exposés au risque de tortures et de mauvais traitements ». Parmi les « transférés » de Nairobi se trouvent des Kenyans déportés par leur gouvernement, comme Bashir Hussein Mohammed Chirag. Arrêté en janvier, il a été détenu au poste de police de l'aéroport de Nairobi, où sa famille a pu le voir juste avant que les autorités l'envoient en Somalie. A Mogadiscio, il est parvenu à passer un dernier appel téléphonique avant d'être envoyé en Éthiopie.

Halima Badruddin Hussein et ses trois enfants se trouvent aussi, selon toute vraisemblance, en Éthiopie. Expulsée début février, cette Comorienne est l'épouse de l'homme le plus recherché de Somalie, Fazul Abdallah Mohamed, qui figure en quatrième position sur une liste de treize personnes (en tête de laquelle se trouve Oussama ben Laden), recherchés par la police fédérale américaine (FBI) pour leur implication présumée dans les attentats contre les ambassades des États-Unis à Nairobi (Kenya) et Dar es-Salaam (Tanzanie).

En août 2003, Fazul Abdallah Mohamed avait échappé à la police kenyane qui tentait de l'arrêter à Mombasa, sur la côte, avant de retourner se réfugier à Mogadiscio. Il est également soupçonné d'avoir orchestré depuis la Somalie l'attentat anti-israélien de Mombasa, en novembre 2002. Depuis, il se cache toujours en Somalie. Jusqu'ici, selon des sources concordantes, aucun des responsables considérés comme « extrémistes » n'a été arrêté dans le coup de filet au Kenya.

Addis-Abeba n'est sans doute pas la seule destination des suspects déportés par le Kenya. Selon une source somalienne qui a mené sa propre enquête, difficilement vérifiable, certains suspects seraient également transférés à Djibouti, où se trouve la seule base américaine d'Afrique, ou à Godé, ville de la province éthiopienne de l'Ogaden, frontalière de la Somalie, où se trouvent aussi des soldats américains.

Le Monde

JÉRÔME BERNARD

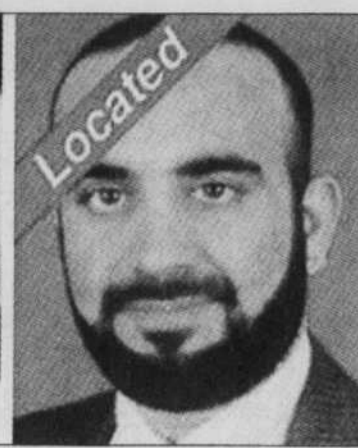
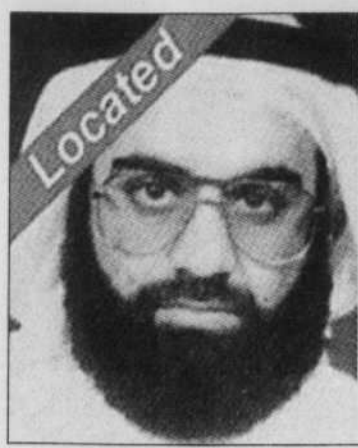
Washington — Les audiences destinées à déterminer le statut de « combattant ennemi » de 14 hauts responsables d'al-Qaïda ont commencé hier à Guantánamo, à l'abri des regards de la presse et de leurs avocats.

« Nous avons commencé notre première audience et l'objectif est de déterminer si chaque détenu correspond aux critères permettant de le désigner comme un « combattant ennemi », a dit un porte-parole militaire, le commandant Chito Pepler.

Détenus pendant des années par la CIA au secret absolu, ces 14 hommes avaient été transférés en septembre sur la base américaine de Guantánamo, sur l'île de Cuba.

Parmi eux, on compte Khaled Cheikh Mohammed et Ramzi ben al-Shaiba, organisateurs présumés des attentats du 11-Septembre, Abou Zoubeida, un proche d'Oussama ben Laden, et Hambali, soupçonné d'être le cerveau de l'attentat qui a fait plus de 200 morts à Bali en 2002.

Le Pentagone n'a pas autorisé les journalistes à suivre les audiences pour la première fois depuis l'instauration de ces commissions militaires en 2005. Les avocats des détenus n'ont pas non plus été autorisés à être présents.



REUTERS

Khaled Cheikh Mohammed, présumé cerveau du 11-Septembre

Selon un porte-parole du Pentagone, Bryan Whitman, il s'agit d'empêcher la divulgation d'informations confidentielles. Il a promis un compte rendu écrit des audiences qui devrait être publié quelques jours plus tard sur le site Internet du Pentagone.

Dans la mesure où les juges et le procureur militaires ne sont pas autorisés à mentionner des informations confidentielles en présence des détenus, les éléments redoutés pourraient surtout venir des détenus eux-mêmes, s'ils venaient par exemple à évoquer leur sort dans les prisons de la CIA. Le gouverne-

ment a déjà avancé cet argument pour interdire pour l'instant à ces détenus de recevoir la visite d'un avocat. Le commandant Pepler n'a pas indiqué quel dossier a été traité en premier devant la commission militaire et si le détenu concerné était présent à l'audience. « Certains veulent être présents et d'autres ont dit qu'ils ne voulaient pas assister à leur audience », a dit M. Whitman.

Si le statut de « combattant ennemi » est confirmé, les hauts responsables d'al-Qaïda pourraient être inculpés. Ils auraient alors droit à un avocat militaire et seraient traduits devant un tribunal militaire d'except-

tion, selon la procédure très contestée établie par une loi promulguée à l'automne. Les quelque 370 autres détenus de Guantánamo sont tous passés devant une commission similaire chargée de déterminer leur statut. Pour le Pentagone, cette procédure permet « de trouver un équilibre entre le risque posé par des combattants ennemis en détention et le désir du gouvernement américain de ne pas garder ces personnes plus longtemps que nécessaire ».

Le Centre pour les droits constitutionnels (CCR), qui coordonne la défense de centaines de détenus, a dénoncé cette procédure administrative, estimant qu'elle entamait « la crédibilité » des États-Unis.

Depuis l'ouverture de la prison de Guantánamo en janvier 2002, des avocats réclament que les prisonniers puissent contester leur détention devant un juge. Quand la Cour suprême américaine leur a donné raison en 2004, l'administration a créé la procédure administrative actuelle. Les détenus ont contesté cette procédure, mais le Congrès a voté une disposition leur interdisant de saisir la justice civile avant d'avoir été jugés par un tribunal d'exception. En février, une Cour d'appel fédérale a estimé que cette disposition était conforme à la Constitution.

Agence France-Presse

EN BREF

Le FBI a triché involontairement

Washington — La police fédérale américaine (FBI) a reconnu hier ne pas avoir respecté les règles à de nombreuses reprises pour recueillir des informations personnelles dans le cadre de ses enquêtes liées au terrorisme. Un rapport du département américain à la Justice publié hier a mis en lumière de nombreux cas dans lesquels les agents du FBI, qui espionnaient secrètement des citoyens américains ou des visiteurs, ont violé de manière non intentionnelle les règles sur ce type de surveillance et ont eu un accès bien plus étendu que ne l'autorise la loi à des informations personnelles.

« Nous acceptons les conclusions et les recommandations de ce rapport et nous avons déjà pris des mesures pour appliquer nombre d'entre elles », a déclaré le directeur du FBI, Robert Mueller, au cours d'une conférence de presse. Pour avoir accès à ces informations, notamment auprès de banques ou de compagnies de téléphone, les agents ont fait appel à une procédure appelée « lettres nationales de sécurité » mais sans justifier correctement leur usage, affirme ce rapport de l'inspecteur général du ministère de la Justice, Alberto Gonzales, a reconnu également dans une lettre à l'inspecteur général que « les problèmes identifiés » étaient « sérieux » et devaient « être traités immédiatement ». — AFP

Newtgate

Washington — Le républicain Newt Gingrich, qui présidait la Chambre des représentants lors de la procédure de destitution de Bill Clinton dans l'affaire Monica Lewinsky, a reconnu hier qu'il avait alors une liaison extraconjugale. Gingrich, considéré comme un présidentiable républicain pour 2008, a fait ces aveux lors d'un entretien avec James Dobson, président de l'organisation conservatrice chrétienne Focus on the Family. « Mais cela n'a rien à voir avec ce qui s'est passé », a-t-il ajouté. Revenant sur l'affaire Lewinsky, Gingrich assure qu'il ne portait aucun jugement personnel sur le président Clinton. « Il m'était impossible, en tant que dirigeant d'une administration essayant de faire respecter l'Etat de droit, de ne pas poursuivre de l'avant et de ne pas dire qu'on ne peut accepter les crimes et les parjures des plus hauts représentants de l'Etat », explique-t-il. Gingrich a quitté le Congrès en 1998 sur fond d'accusations d'ordre éthique. — Reuters

Victoire des radicaux aux élections nord-irlandaises

Belfast — L'Irlande du Nord a choisi sans ambiguïté de confier aux radicaux catholiques et protestants la tâche de former un gouvernement biconfessionnel pour la province semi-autonome, selon les résultats complets des élections législatives publiés hier. Ils ont jusqu'au 26 mars pour s'entendre.

Les premiers ministres britannique Tony Blair et irlandais Bertie Ahern ont appelé le Parti unioniste démocratique (DUP) du protestant Ian Paisley, 80 ans, et le Sinn Féin du nationaliste catholique Gerry Adams, 58 ans, à coopérer immédiatement.

Sur les 108 sièges de l'Assemblée provinciale, le DUP en remporte 36 (30,1 % des voix), le Sinn Féin 27 (26,2 %), le Parti unioniste d'Ulster (UUP, protestant modéré) 18 et le Parti social-démocrate travailliste (SDLP, catholique modéré) 16. Le DUP en a gagné six par rapport aux élections de 2003, et le Sinn Féin, trois, au détriment de l'UUP et du SDLP, à la tête du précédent gouvernement mixte de 1999 à 2002 jusqu'à ce qu'il s'effondra, il y a quatre ans et demi.

Les radicaux protestants et catholiques doivent désormais surmonter leurs querelles du passé pour former d'ici le 26 mars un

exécutif biconfessionnel de 12 membres en vertu de l'accord de paix du Vendredi Saint d'avril 1998. La répartition des sièges permet au DUP de revendiquer cinq portefeuilles, dont celui de premier ministre pour Ian Paisley, et au Sinn Féin d'en réclamer quatre, dont celui de vice-premier ministre; deux reviennent à l'UUP et un au SDLP.

Si les frères ennemis parviennent à un accord la semaine prochaine, le contrôle de services gouvernementaux en Irlande du Nord sera transféré à Belfast. Sinon, le premier ministre britannique devrait dissoudre l'assemblée et renoncer à un partage du pouvoir pour la province. Les négociations ont commencé dès hier, le secrétaire britannique à l'Irlande du Nord, Peter Hain, rencontrant séparément des délégations.

Mais les dirigeants du DUP contestent la date-butoir du 26 de ce mois, estimant qu'on fait pression pour qu'ils acceptent le Sinn Féin alors qu'ils le considèrent toujours comme la vitrine des groupes paramilitaires et principalement de l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

Associated Press

EN CETTE PÉRIODE D'ÉLECTIONS PROVINCIALES, QUE VEULENT VRAIMENT LES QUÉBÉCOIS ?

UN DÉBAT SUR LE PARCOURS POLITIQUE ET HISTORIQUE DES QUÉBÉCOIS

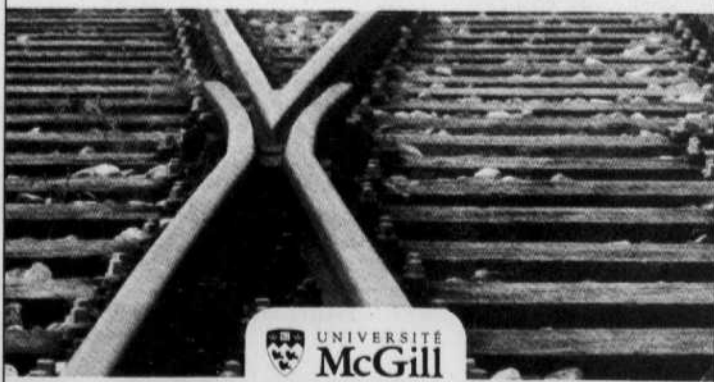
Avec JOCELYN LÉTOURNEAU : historien, auteur de *Que veulent vraiment les Québécois ?* Boréal, 2006.

YVAN LAMONDE : historien, auteur de *Histoire sociale des idées au Québec*, Fides, vol. I et Vol. II, 2000 et 2004.

Animateur JACQUES BEAUCHEMIN : sociologue et auteur de *L'histoire en trop*, vlb, 2002.

MERCREDI 14 MARS, 17 H 30
ÉDIFICE MACDONALD-HARRINGTON
815, RUE SHERBROOKE OUEST, SALLE 110
MÉTRO MCGILL

Renseignements : Programme d'études sur le Québec, 514.398.3960
Entrée libre



Organisé par le Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill et l'Association des étudiants de l'Université McGill

L'Institut d'études internationales de Montréal et la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM, Amnistie internationale, section canadienne francophone et Sauvons le Darfour Canada vous invitent à la conférence :

« DARFOUR : L'URGENCE D'INTERVENIR ! »

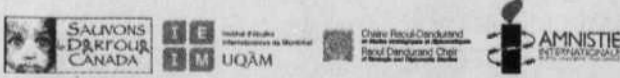
CONFÉRENCIERS

ROMÉO DALLAIRE
SÉNATEUR

PETER LEUPRECHT
PROFESSEUR ET DIRECTEUR DE L'INSTITUT D'ÉTUDES INTERNATIONALES, UQAM

VENDREDI 16 MARS 2007 à 12H30
Salle Marie-Gérin-Lajoie (J-M400)
Pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM
405, rue Sainte-Catherine (Métro Berri-UQAM)

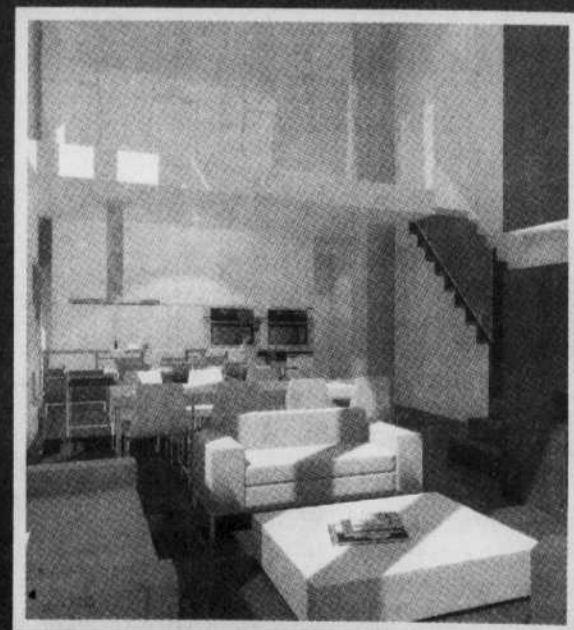
ENTRÉE LIBRE



Infos : www.ieim.uqam.ca • 514.987.3667

GILLETTE LOFTS

1085 saint-alexandre



Nos Penthouses et Maison de Ville...
une adresse exclusive pour le
style de vie urbain d'aujourd'hui

514 875.9708
www.gillette-lofts.com

LE MONDE

George W. Bush poursuit sa tournée en Amérique latine

La diplomatie de l'éthanol

GUY TAILLEFER

Après s'être réclamé, la veille, du combat révolutionnaire et démocratique du héros latino-américain Simón Bolívar, ce qui a fait bien rire le Vénézuélien Hugo Chávez, George W. Bush a conclu hier au Brésil, avec le président Luiz Inácio Lula da Silva, un ambitieux partenariat pour favoriser la production d'éthanol, un biocarburant sur lequel misent actuellement les États-Unis pour tenter de réduire leur dépendance au pétrole.

La «diplomatie de l'éthanol» devrait jouer un rôle important dans la tournée latino-américaine qu'amorçait hier M. Bush à São Paulo — où l'attendaient du reste des milliers de manifestants opposés à sa venue — et qui le conduira d'ici mardi prochain en Uruguay, en Colombie, au Guatemala et au Mexique. Cette tournée, pour Washington, est destinée à rétablir les ponts avec l'Amérique latine, où la guerre d'Irak, combinée au rejet général des politiques néolibérales, a creusé le sentiment anti-américain.

La Maison-Blanche voudrait que la tournée présidentielle et l'entente sur l'éthanol avec le Brésil, premier producteur mondial de ce carburant de substitution, contribuent aussi à contrer le président Chávez, bête noire de Washington, et l'utilisation qu'il fait de ses pétrodollars pour asseoir son influence régionale et ses projets radicaux de gauche.

Réaction de M. Chávez: «Bush est un loup déguisé en mouton. Il vient pour diviser, tromper et freiner les mouvements populaires», a-t-il déclaré en s'amenant à Buenos Aires, en Argentine. «Il a l'air de Colomb... Il découvre la pauvreté.» La contre-offensive de M. Chávez allait culminer hier soir avec un rassemblement «anti-impérialiste» dans un stade de 40 000 places à Buenos Aires, au moment où M. Bush était attendu en Uruguay, de l'autre côté de l'estuaire du Rio de la Plata, pour y rencontrer le président Tabaré Vázquez.

M. Bush fait valoir que l'entente



Quand on a le rythme...

JASON REED REUTERS

énergétique avec le Brésil contribuera à créer des emplois en Amérique latine, à y réduire la pauvreté et à lutter contre la pollution. Du point de vue américain, elle s'inscrit dans un plan, élayé en janvier, prévoyant la diminution de 20 % en dix ans de la consommation de pétrole aux États-Unis.

Le Brésil produit son éthanol à partir de la canne à sucre. Huit voitures neuves sur dix roulent avec ce biocarburant dans le pays. Depuis 30 ans, les plantations de canne se sont répandues partout dans l'arrière-pays, remplaçant le café, le citron et les pâturages. On s'attend à ce qu'une somme de l'ordre de 12 milliards \$US soit investie au cours des cinq prochaines années dans la

construction de 77 nouvelles usines de production d'éthanol.

Ces perspectives font rêver à peu près tous les pays d'Amérique latine et des Antilles, où la canne à sucre pousse comme de la mauvaise herbe. La Colombie, entre autres pays de la région, s'emploie activement à développer son industrie de l'éthanol.

Les défenseurs de l'environnement pointent bon nombre d'effets pervers: la culture de la canne à sucre est grande consommatrice d'eau, en plus de contribuer à la déforestation de la forêt amazonienne. Les détracteurs de l'entente soulignent aussi que cette expansion soulève d'importants enjeux agroalimentaires pour les Brésiliens les

plus démunis. Ils redoutent enfin la création d'une «OPEP de l'éthanol», faisant la part belle aux grands industriels et aux familles riches, pendant que les pauvres iront couper la canne à sucre à la machette.

Tout ambitieuse que soit cette entente, peu de détails ont été rendus publics hier à son sujet. Un des principaux irritants à l'épanouissement de ce partenariat demeure la taxe douanière de 54 \$ imposée par les États-Unis sur chaque gallon d'éthanol importé du Brésil. Lula l'a qualifié d'absurde, M. Bush a indiqué qu'il n'était pas question d'en discuter.

Le Devoir

L'UE veut réduire les GES de 20 % d'ici 2020

Bruxelles — Les dirigeants des 27, désireux de rester à l'avant-garde environnementale, sont tombés d'accord hier sur une série d'objectifs pour lutter contre le réchauffement de la planète, passant par un coup d'accélérateur dans les énergies renouvelables.

«Ma satisfaction n'est pas mince que nous soyons arrivés aujourd'hui à des objectifs si ambitieux et crédibles», qui permettront à l'Union européenne «de jouer un rôle d'avant-garde» dans la lutte contre le réchauffement, s'est félicitée la chancelière allemande Angela Merkel, qui préside actuellement l'UE.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a lui aussi salué un accord «historique», «le plus lourd en conséquences auquel un sommet européen soit jamais arrivé».

Comme prévu, les 27 se sont engagés à «réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % d'ici 2020 par rapport à 1990». Mais pour y parvenir, une politique énergétique ciblée et de préférence contraignante était incontournable, insistait la présidence allemande.

L'organisation écologiste Greenpeace, souvent critique sur les décisions de l'UE, juge que c'est «la décision la plus importante» prise depuis l'adoption du protocole de Kyoto.

Les États membres ont peiné à trouver un compromis sur un quota obligatoire de 20 % pour les énergies renouvelables (éolienne, hydraulique, géothermique, solaire ou issue de la biomasse) consommées d'ici 2020, qui va les obliger à investir dans de nouvelles sources d'énergie souvent coûteuses et en pleine évolution technologique.

Ce point était le plus controversé du premier «plan énergétique» d'envergure dont s'est dotée hier l'UE,

qui ambitionne à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'accroître l'indépendance énergétique des 27.

Le compromis adopté mentionne explicitement la contribution de l'énergie nucléaire à la réduction des gaz à effet de serre, une demande pressante de la France, soutenue par la Finlande, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, la République tchèque.

Les 27 prennent ainsi acte de l'évaluation de la Commission sur «la contribution de l'énergie nucléaire dans le cadre de préoccupations grandissantes sur la sécurité des approvisionnements d'énergie et de la réduction des émissions de CO₂».

Une première version mentionnait de manière plus laconique «la contribution de l'énergie nucléaire».

Les conclusions rappellent toutefois «qu'il appartient à chacun des États membres de décider s'il aura ou non recours à l'énergie nucléaire». De quoi rassurer l'Autriche et l'Irlande, antinucléaires convaincus.

Au sein des énergies renouvelables, les 27 ont en outre décidé de s'imposer un sous-objectif obligatoire consistant à porter la part des biocarburants dans leur consommation totale de carburants à 10 % d'ici 2020.

Chaque pays membre va désormais devoir se fixer des objectifs nationaux. Une discussion qui promet d'être pour le moins houleuse.

Dans le cadre de leur plan d'action, les 27 souhaitent aussi économetre 20 % de la consommation totale d'énergie d'ici 2020. Ils invitent très concrètement la Commission à faire des propositions sur l'éclairage des bureaux et des rues, ainsi que sur les ampoules classiques ou autres éclairages privés.

Agence France-Presse

L'Institut canadien des affaires internationales présente son Colloque nationale sur la politique étrangère

CONFLIT, RECONSTRUCTION ET LE DILEMME DE L'INTERVENTION

CANADIAN INSTITUTE OF INTERNATIONAL AFFAIRS

INSTITUT CANADIEN DES AFFAIRES INTERNATIONALES

Hôtel Omni

1050, rue Sherbrooke Ouest à Montréal, le 22 à 23 mars

CIIA/ICAI

Conférenciers:
Robert Fatton, Univ. de la Virginie
Robert Greenhill, président, ACIDI
Fen Hampson, directeur, NPSIA
Rohinton Medhora, vice-président, CDRI
Michel Soula, OTAN

AVEC L'APPUI DE :

Canadian International Council

Conseil international du Canada

CIIA/ICAI CIGI

Sessions:

Sécurité internationale
Conflits internationaux
Du conflit à la reconstruction
L'expérience canadienne
Afghanistan, Haïti, Soudan

pour en savoir plus :
www.ciia.org
tél: 1 800 668 2442
poste 23

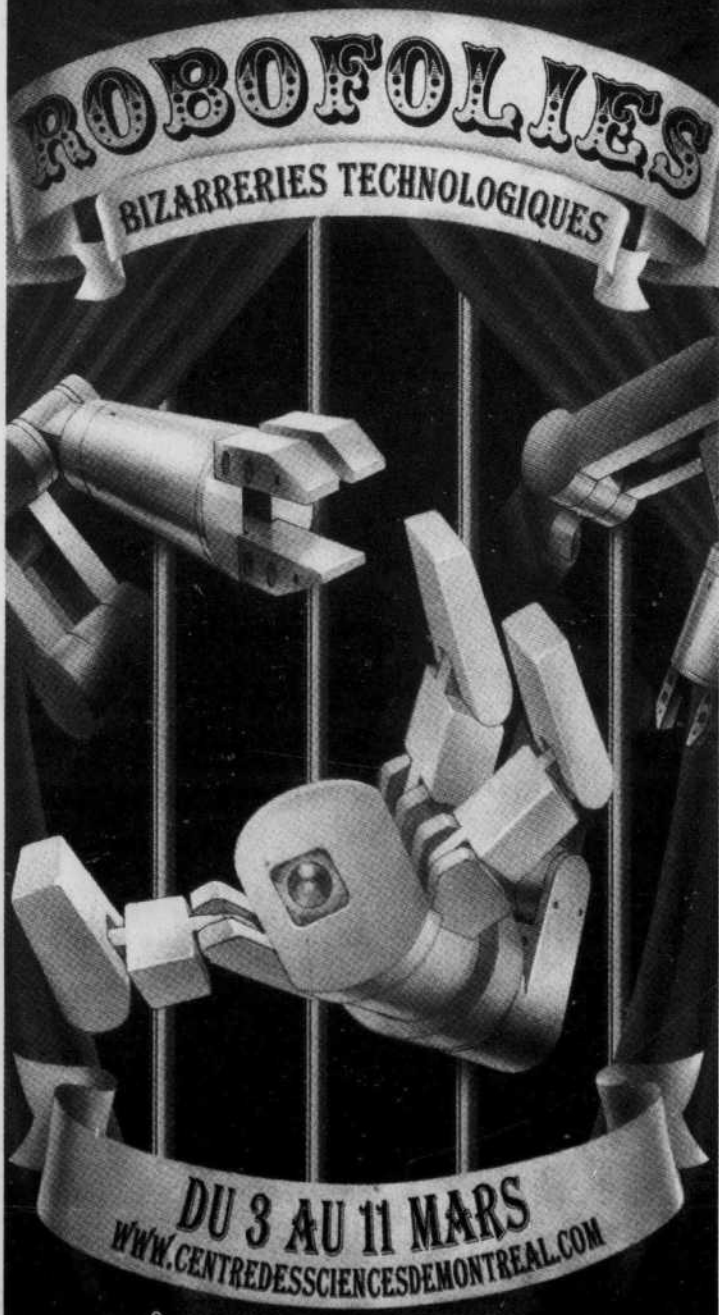
BMO Groupe financier

nexen

Droits et Démocratie
Rights & Democracy

SNC-LAVALIN

CENTRE DES SCIENCES DE MONTRÉAL

DU 3 AU 11 MARS
WWW.CENTREDESSCIENCESDEMONTRÉAL.COM

fischertechnik

TELUS

Piqueur

Hydro Québec

Canada



Marguerite PARADIS

GUIDE DE SURVIE AU TRAVIL

Chaque thème est une invitation à faire le point.

192 pages - 21,95 \$

ISBN 978-2-701-9909-9

GUÉRIN, éditeur libé

514-842-3481

En vente dans toutes les librairies

Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

CONSULTATION PUBLIQUE
ocpm.qc.ca

CONSULTATION PUBLIQUE

Aménagement d'un campus de l'Université de Montréal sur le site de triage Outremont

L'Université de Montréal souhaite développer un projet mixte comprenant des logements, des espaces verts, des résidences étudiantes et des bâtiments dédiés à l'enseignement et à la recherche universitaire. Localisé dans l'arrondissement Outremont, ce projet permettrait un redéveloppement du site de la gare de triage délimité par la rue Hutchison à l'est, aux limites de l'arrondissement Rosemont-Petite-Patrie, la rue Beaumont au nord, aux limites de l'arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc Extension, le viaduc Rockland à l'ouest, et la voie du CP au sud.

Dans ces grandes lignes, le projet comprend les composantes suivantes : le démantèlement des voies de triage et la relocalisation du corridor, l'aménagement d'une large esplanade verte, la construction de pavillons d'enseignement et de recherche totalisant environ 275 000 mètres carrés, la construction d'environ 1 100 places en résidences universitaires, la construction par le secteur privé d'environ 800 logements sur site et hors site, l'aménagement d'une nouvelle gare permettant l'accès au train de banlieue, l'aménagement d'une passerelle pour piétons et cyclistes jusqu'à la station de métro Acadie, la relocalisation de la cour de voirie d'Outremont, la création de nouveaux liens cyclables et de nouveaux parcs.

L'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) tiendra des ateliers thématiques portant sur les questions suivantes relatives au projet :

Aménagement du site
Mercredi le 14 mars à 19h
Centre communautaire intergénérationnel
999 av. Mc Eachran (métro Outremont)

Impact et retombées sur les arrondissements voisins
Jeudi le 15 mars à 19h
Complexe William-Hingston
419 rue Saint-Roch (métro Parc)

Transport et circulation
Lundi le 19 mars à 19h
Centre communautaire intergénérationnel
999 av. Mc Eachran (métro Outremont)

Équipements collectifs et nouveaux besoins
Mardi le 20 mars à 19h
Centre communautaire intergénérationnel
999 av. Mc Eachran (métro Outremont)

L'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) invite tous les citoyens à participer à ces rencontres. L'information complète sur cette consultation se trouve sur le site Internet de l'Office, www.ocpm.qc.ca

Renseignements : Estelle Beaudry à l'OCPM
(514) 872-8510
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Tél.: 514 872-3568 • Téléc.: 514 872-2556

OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414, Montréal (Québec) H3A 1X6

Tél.: 514 872-3568 • Téléc.: 514 872-2556

TOUS ENSEMBLE ON PEUT SAUVER DES MONTAGNES

LA COOP ORFORD PROPOSE UN PROJET RÉCRÉOTOURISTIQUE QUATRE-SAISONS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GENS.

LE TEMPS PRESSE. INTERVENONS RAPIDEMENT POUR LA SAUVERGARDE DE CE JOYAU DE L'ESTRIE.

DEVENEZ MEMBRE DE LA COOP POUR SEULEMENT 200\$

cooporford.com
819.843.4300

La coopérative de solidarité du Mont-Orford

ACTUALITÉS

QUERELLE

SUITE DE LA PAGE 1

le dossier. Joint hier par *Le Devoir*, M. Pinard a réitéré sa position. «On n'est pas pour passer les deux ou trois premières années [du mandat] à tout défaire ce que le gouvernement précédent a mis en place. Ça tient pour la 30 puisque les travaux sont déjà passablement amorcés. S'il fallait remettre ça en question, ça retarderait encore l'échéance du parachèvement de la 30», a affirmé Michel Pinard.

Son collègue de La Prairie, le Montréalais François Rebello, qui tente de reprendre cette circonscription passée aux mains du libéral Jean Dubuc en 2003, n'a pas apprécié la sortie publique de M. Pinard. Il l'a dit de façon crue en utilisant un mot anglais signifiant quelque chose comme «nigaud». «L'autre, c'est un "gonzo". Il sort de nulle part avec sa prise de position. Je ne peux rien dire d'autre que ça», a lancé M. Rebello.

Quand *Le Devoir* lui a fait remarquer que M. Pinard avait été choisi démocratiquement par les militants du PQ, M. Rebello s'est montré cinglant: «Tu regarderas combien il y a de militants du PQ dans Châteauguay comparé à La Prairie. La dynamique n'est pas la même.»

Les deux hommes se contredisent. François Rebello propose que les cinq kilomètres à compléter passent par la route 132. Michel Pinard souhaite que les tergiversations cessent et que l'autoroute 30 emprunte le tracé sud privilégié par les libéraux. «Les gens en ont marre d'attendre», fait valoir M. Pinard. M. Rebello réplique que «c'est un positionnement de promoteurs de centres d'achats qui veulent dézoner des terres agricoles».

Rompant aux précédés de la communication politique, François Rebello est vite monté aux barricades mercredi. Il s'est assuré l'appui des députés Sylvain Simard, président du caucus régional de la Montérégie, Serge Deslières, responsable du dossier des transports, et Stéphane Bergeron, critique en matière environnementale. Il a ensuite coordonné la rédaction d'un communiqué de presse rembarant son collègue de Châteauguay et mettant en lumière le fait que lui, en comparaison, avait une position en parfait accord avec celle adoptée lors du conseil national du PQ, l'automne dernier. On peut lire dans le communiqué que Michel Pinard «a erré dans son commentaire dans ce dossier». Le communiqué, publié localement en trois copies, a été transmis en main propre par M. Rebello au journal *Le Reflet*, comme l'a confirmé l'éditrice Hélène Gingras.

Devant l'étonnement de *Le Devoir* de voir un péquiste écorcher ainsi un frère d'armes, François Rebello a rappelé qu'il n'était pas celui qui avait lancé la première pierre et, surtout, qu'il n'était pas «un politicien qui a tendance à vouloir perdre». Est-ce à dire que le calcul politique de M. Rebello lui permettait d'attaquer M. Pinard, qui aurait peu de chances de gagner contre le ministre Jean-Marc Fournier?, lui a demandé *Le Devoir*. «M. Pinard m'écorche moi, qui suis un candidat qui a d'énormes chances de gagner La Prairie», a laissé tomber M. Rebello.

M. Pinard, dont ce sont les premiers pas en politique, a insisté pour préciser qu'il avait vérifié auprès de «l'état-major» du PQ avant de présenter publiquement son point de vue lors d'une conférence de presse vendredi dernier. Il a aussi assuré en avoir discuté jeudi avec l'organisateur en chef Louis-Philippe Bourgeois. «On est en harmonie avec ce que M. Boisclair a dit avant que la campagne débute. [...] Le Parti québécois aurait souhaité que le tracé nord soit retenu. C'était la position. Maintenant, les travaux sont amorcés et la population a exprimé une certaine volonté à ce que ce soit complété le plus vite possible. M. Boisclair a répété il y a trois semaines environ qu'on n'était pas là pour retarder davantage le parachèvement de l'autoroute», a dit Michel Pinard.

Sylvain Simard estime qu'il y a confusion. «Il y a eu un vrai consensus régional pour ne pas empiéter sur les terres agricoles. La seule précaution que nous avons toujours prise, et M. Boisclair avait été clair, c'est que si les travaux sont commencés, on respectera ce qui a été fait. Or les travaux n'ont pas débuté», a d'abord expliqué le président du caucus montérégien. «C'est un collègue qui a peut-être été imprudent dans sa prise de position. Je suis confiant qu'il va se rallier à la position qui est celle des 17 députés de la Montérégie», a-t-il ajouté.

M. Simard a toutefois précisé qu'il n'était pas l'auteur du communiqué de presse dont il venait tout juste de prendre connaissance. «Je me serais bien abstenu, si j'avais vu le communiqué avant, de rabrouer quelqu'un. Ce n'est pas une pratique courante, c'est le moins que l'on puisse dire», a dit M. Simard.

Quant à l'organisateur du PQ, il n'a pas été clair à propos de la teneur exacte de sa conversation avec Michel Pinard. Louis-Philippe Bourgeois a surtout repris la ligne de défense développée plus tôt cette semaine autour de la position controversée du candidat de Sainte-Marie-Sainte-Anne, Robin Philpot, à propos du génocide rwandais. Les médias «cherchent les bibittes», et c'est aussi le cas, selon lui, dans le dossier du prolongement de l'autoroute 30.

Le Devoir

Précision

La critique de l'album *Au bout du rang* de Marie-Annick Lépine publiée hier dans la page *Week-end Musique* était signée Sylvain Cormier. Une erreur technique a fait en sorte que la signature de notre collaborateur a disparu.

Précision

En réaction à l'éditorial de José Boileau intitulé «Méfiance scolaire» (*Le Devoir*, 7 mars 2007), le Parti libéral du Québec précise que le coût pour l'heure supplémentaire d'activités à l'école, évalué à 200 millions de dollars par année dans la plateforme du PLQ, comprend un ajout de 50 millions pour le transport scolaire afin de modifier les trajets et prévoir des autobus plus tôt et plus tard et 150 millions pour l'embauche de surveillants et d'animateurs.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

HÔPITAL

La situation étonne d'autant plus le Dr Christian Chouinard que son hôpital est celui qui compte les listes d'attente les plus longues de la région

SUITE DE LA PAGE 1

Or les plans d'effectifs médicaux en anesthésie sont de zéro pour notre hôpital. Il faudra donc attendre l'exercice 2008 pour savoir si les effectifs seront haussés de manière à ce qu'on puisse enfin faire fonctionner nos nouvelles salles d'opération. C'est absurde.»

Ce flottement étonne d'autant plus le chirurgien que son établissement est celui qui compte les listes d'attente les plus longues de la région. En ce moment, 2800 personnes attendent d'être opérées à Pierre-Boucher. Bien au fait de ce problème qui va croissant avec le vieillissement de la population, le gouvernement Charest a débloqué 60 millions il y a trois ans pour rénover et agrandir cet hôpital en le dotant d'un centre ambulatoire compétitif. Maintenant que les travaux sont sur le point d'être achevés — la direction compte couper le ruban inaugural d'ici quelques semaines —, le personnel s'inquiète de voir que les ressources humaines et financières ne sont pas au rendez-vous.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir prévu le coup, se défend le Dr Michel Laurence, directeur des services professionnels du CSSS Pierre-Boucher, qui chapeaute l'hôpital longueuillois. «On avait prévu des ressources additionnelles pour l'ouverture du centre ambulatoire au printemps 2007, mais [l'Agence] nous a répondu qu'on devait continuer à fonctionner avec le plan d'effectifs de l'an dernier.» Ne s'estimant pas vaincu, le Dr Laurence a récrit à l'Agence de la Montérégie afin de défendre son point de vue. «Une salle d'opération, il faut que ça vienne tout équipé, anesthésistes compris. [...] On espère profiter de la négociation du budget de fonctionnement pour négocier l'ajout de deux postes d'anesthésiste à temps complet avant 2008.»

Mais à l'Agence de la Montérégie, on affirme que l'exercice est bel et bien clos et qu'il faudra attendre l'exercice 2008 pour que les choses bougent à nou-

veau. C'est que l'Agence est elle-même aux prises avec une grande pénurie d'anesthésistes, tout comme le reste du Québec d'ailleurs. Cette année, le casse-tête des effectifs médicaux a fait en sorte que la Montérégie n'a eu droit qu'à trois postes pour couvrir ses dix missions hospitalières. Forcément, les ressources sont allées aux moins nantis, soit, dans ce cas précis, aux établissements de santé de Sorel et de Châteauguay, a expliqué Krystyna Pecko, directrice des affaires médicales et universitaires à l'Agence de la Montérégie.

Il faut dire qu'avec ses neuf anesthésistes, l'hôpital Pierre-Boucher fait figure de privilégié aux yeux de l'Agence, qui compte beaucoup d'établissements bien moins nantis. Cela étant, la Dr^{re} Pecko concède que les besoins de Pierre-Boucher sont réels avec l'ouverture des nouvelles salles. «Je conviens que Pierre-Boucher aurait besoin de plus d'anesthésistes. [...] Mais il devra se débrouiller cette année avec les neuf qu'il a. Maintenant, comment va-t-il s'organiser avec ces neuf anesthésistes pour couvrir l'ensemble des salles d'opération? Ça, ça devient de la gestion interne.»

Cette décision ne plaît pas du tout au chef de service de chirurgie, qui espérait mettre à profit les nouvelles salles pour réduire les listes d'attente. A 28 chirurgiens, l'unité était plus que prête à mettre les bouchées doubles, a fait valoir le Dr Chouinard. «Les chirurgiens sont toujours à chauffer le banc comme au hockey, ce sont des denrées inexploitées. Je dirais qu'on opère un jour par semaine, 40 semaines par année, c'est peu. On pensait que les quatre nouvelles salles nous permettraient au moins d'accélérer la cadence.»

Pris à dépourvu, son service a soumis un plan B à l'Agence de la Montérégie en lui proposant d'accorder un poste à un anesthésiste souhaitant poursuivre sa carrière à l'hôpital Pierre-Boucher. Affecté à l'hôpital Charles LeMoine de Longueuil, celui-ci a récemment profité d'un congé de maternité pour faire le

saut à Pierre-Boucher, où il se plaît beaucoup. Mais il devra retourner à Charles LeMoine sitôt son remplacement terminé, a précisé la Dr^{re} Pecko. «On aurait bien aimé ouvrir un poste à Pierre-Boucher, mais les trois nouveaux postes ont été octroyés et nous n'en avons pas d'autre à offrir. A moins qu'il y ait une entente entre les deux établissements, celui-ci devra donc retourner à son établissement. C'est la règle ministérielle.»

Depuis lors, de nombreuses démarches ont été faites auprès de l'Agence et du ministère pour trouver un terrain d'entente. Pour le Dr Chouinard, c'est une question de gros bon sens à l'heure où les listes d'attente continuent de hanter les hôpitaux québécois. «Si j'avais les anesthésistes nécessaires pour faire rouler les salles d'opération, j'opérais plus, il y aurait moins d'attente. C'est ce que le ministre nous a dit, c'est ce que le premier ministre nous a dit. Mais ça ne bouge pas. C'est kafkaien. On dirait qu'il n'y a pas de pilote dans l'avion. [...] J'aimerais que quelqu'un dise: "On a investi 60 millions dans l'hôpital, il faudra bien trouver une manière de l'utiliser."»

Le directeur du CSSS, lui, ne lâche pas prise. Et pour cause: le centre ambulatoire répond à un véritable besoin qui fait consensus tant au ministère qu'à l'Agence et au CSSS, a rappelé le Dr Laurence. Rien ne semble toutefois indiquer un espoir de règlement pour cette année.

Au ministère de la Santé et des Services sociaux, on confirme que rien n'apparaît sur l'écran radar du ministère avant 2008, voire 2009, pour l'hôpital Pierre-Boucher. «Ce qui est prévu depuis le début, c'est de faire tout ça progressivement pour 2008-09, autant pour les plans d'effectifs que pour les budgets de fonctionnement. Et c'est là seulement que ça va s'ajuster», a expliqué la porte-parole du ministère, Hélène Gingras.

Le Devoir

INTELLOS

SUITE DE LA PAGE 1

millénaires», dit-il. Il y a bien sûr la mondialisation, la diversification culturelle et ethnique ainsi que le vieillissement de la population, auxquels l'auteur ajoute «la presque non-reproduction de la population, phénomène sans précédent dans l'histoire du monde».

À ces données sociologiques s'ajoutent celles d'ordre plus philosophique: la fin des grandes idéologies, le recul du transcendant, le brouillage des anciennes grandes dichotomies par les changements sociaux, les découvertes scientifiques: corps-âme, matière-antimatière et, sujet de prédilection du sociologue, les rapports entre la raison et le mythe.

Dans son sens plus strict adopté par certains répondeurs, la crise de la culture correspond à une crise des médias qui font triompher l'opinion et célèbrent le divertissement. La nature et le rôle de l'art s'en trouvent affectés: «La littérature se confine à l'instinct et l'art a perdu son pouvoir subversif», peut-on lire sous la rubrique «Les manifestations de la crise». «Le prolétariat culturel subventionné se contente de jouer les fous du roi pour la société du plaisir...»

Au banc des accusés, on trouve notamment l'essor foudroyant de la culture de masse, phénomène qui inquiète particulièrement les milieux intellectuels parce qu'ils en sont les premières victimes. «Nous perdons le monopole de la parole parce que d'autres joueurs sur l'échiquier intellectuel ou culturel ne sont pas de notre écriture», indique Gérard Bouchard.

Dans une veine plus proprement québécoise, au lendemain de la Révolution tranquille où tout semblait possible, «tout est retombé à plat, c'est le vide, on a l'impression qu'il ne se passe plus rien».

Optimisme prudent

À cette prévalence du discours pessimiste qu'il craint de voir dériver vers un aveu d'impuissance, point de non-retour, Gérard Bouchard oppose un optimisme prudent. Dans un essai qui compose le troisième chapitre du livre, il reconnaît les bouleversements profonds que traverse la société québécoise, occidentale, et l'attrait des discours de crise dans un tel contexte.

Mais au diagnostic de crise, il préfère celui de transition, qu'il étaye à la lumière des propos positifs de 36 % des répondants. «J'aime mieux dire qu'on est en transition structurelle profonde que de dire qu'on est en crise; j'aime mieux non pas m'émerveiller de ça mais préserver la faculté d'étonnement devant l'ampleur de cet événement. Une fois qu'on a dit cela, il me semble qu'on a un peu moins d'anxiété, qu'on peut prendre un peu



de distance pour le comprendre mieux.»

Ses arguments? Parce que le culturel fonde le social, ce dernier devrait aussi montrer des signes de crise. Or il n'en est rien, observe-t-il, citant, pour le Québec, les faibles taux de criminalité, le ralentissement des mouvements de grève et, pour l'Occident, les progrès de l'État providence (contrairement à ce que véhicule l'opinion courante), de l'alphabétisation, des indices de santé...

Aussi, écrit l'auteur, «il semble bien qu'on ait décrié trop hâtivement la fin des grands récits (d'autres ont parlé de la fin des utopies, du crépuscule des mythes). En réalité, ils ont été remplacés... par d'autres, enchaînés-til en entrevue, extrêmement puissants et mobilisateurs», apparus notamment chez les jeunes: l'écologie, l'engagement citoyen, l'économie sociale, le cyberspace, l'altermondialisme. La différence avec la situation passée? «Ces mythes ne sont pas conjugués, ils sont fragmentés. Mais est-ce nécessaire qu'ils soient conjugués?», se demande le sociologue.

Le paradoxe de la diversité

Deuxième constat: l'auteur relève les profonds désaccords entre les répondants, «non pas sur les idées, précise-t-il, on sait bien que les intellectuels ont des points de vue différents sur ce que devrait être une société, mais il y a des désaccords radicaux sur l'éva-

luation empirique de la situation». Dans le domaine des arts, par exemple, le diagnostic va du régime médiocre du divertissement et du vedettariat au foisonnement de l'offre culturelle comme signe de santé.

Au cœur de l'ambivalence profonde des répondants, la notion de diversité apparaît tantôt positive, tantôt négative. La liberté d'expression combinée aux communications de masse ainsi que l'ouverture des frontières aux mouvements migratoires et aux échanges commerciaux ont fait exploser les discours, les formes artistiques, les visages culturels. Autant cette diversité est célébrée — pensons au projet de convention sur la diversité des expressions culturelles —, autant elle inspire encore un peu de cette antique méfiance qu'on nourrissait à l'endroit de l'autre, de la différence.

C'est peut-être dans la résolution de cette ambivalence qu'on trouvera des éléments de solution pour renverser le pessimisme.

«Tout le monde chante les vertus de la diversité et, par ailleurs, cette diversité apparaît sous le jour de la fragmentation et suscite une inquiétude quant au devenir d'une société. A un moment donné, il faudra confronter ces deux discours: la diversité, c'est bon ou ce n'est pas bon? Il faut qu'on se pose ce genre de question si on veut aller au-delà du livre», qui dresse surtout un état des lieux.

En nous quittant, comme un signe d'espoir envers l'avenir, Gérard Bouchard brandit sa précieuse «mémoriette» — sa clé USB, dénomination si peu poétique, déplore-t-il —, remplie de ses trésors littéraires à venir. Après le sociologue des accommodements raisonnables et l'essayiste de la culture en transition, le romancier semble déjà prêt à nous convaincre que l'écriture et la littérature sont loin d'être mortes.

Le Devoir

Plus qu'une polémique, un débat de société

Lettre à mes collègues sur l'enseignement de la littérature et de la philosophie au collégial

Louis Cornélius

avec des répliques de Marc Chabot, Michel Morin, Jean Pierre Girard et Monique LaRue



Louis CORNELIUS, Marc Chabot, Michel Morin, Jean Pierre Girard et Monique LaRue, 125 p., 12,95 \$

À lire absolument pour vous faire une opinion!

Éditions Nota bene

Accommodements raisonnables: une demande compliquée

Le sociologue Gérard Bouchard, qui coprésidé avec le philosophe Charles Taylor la Commission d'étude sur les accommodements raisonnables, trouve compliquée la proposition d'élargir le comité pour y inclure une femme et un membre des communautés culturelles.

«On trouve compliquée l'idée de nous adjoindre d'autres coprésidents», a affirmé au *Devoir* le sociologue à propos des requêtes de Québec solidaire et de la Fédération des femmes du Québec. «C'est un sujet tellement controversé et complexe, et on a très peu de temps pour réfléchir, se mettre d'accord sur tout, arriver à des conclusions et proposer des orientations.» Il a toutefois précisé que la décision n'est pas encore prise.

La Commission s'est mise en branle officiellement le 1^{er} mars. Jusqu'ici, M. Bouchard s'affaire surtout à des questions de logistique: il vit à l'hôtel pour l'ins-

tant. Mais les consultations ne tarderont pas.

«On va beaucoup consulter, d'abord avec les experts, ensuite avec la population et de diverses manières, a-t-il expliqué. On va faire le tour du Québec, organiser des audiences régionales. On veut aussi créer un site Internet pour maintenir une sorte de sondage permanent.»

Les deux hommes ont un an pour livrer leur rapport. La Commission a été créée par le premier ministre Jean Charest en février dernier dans la foulée des débats entourant les questions d'accommodements raisonnables.

Créé par les tribunaux, ce principe ne figure dans aucun texte de loi canadien. Pour respecter l'égalité de tous, l'État et ses institutions doivent s'adapter aux demandes des minorités si ces requêtes ne causent pas de préjudice à la société.

Frédérique Doyon

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3342
Par télécopieur 514-985-3320

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390